

Évaluation en commun

Tableau de bord 2023

Plan d'action régional intégré du Conseil SAM

CHAIRE

de recherche
sur la transition
écologique

ESG UQÀM



*Table intersectorielle régionale
sur les saines habitudes de vie*

**Montréal
en commun**



Résultats souhaités de la théorie du changement du SAM

Plus de connaissances sur différents enjeux du système alimentaire (transition alimentaire, qualité de l'offre alimentaire, insécurité alimentaire et bonnes pratiques d'atténuation)



Une population montréalaise sensibilisée et informée sur les enjeux alimentaires



Des politiques soutenues et développées pour répondre à divers enjeux alimentaires (action publique pour les enjeux alimentaires à Montréal)



L'agriculture urbaine au service de la communauté



Des entreprises bioalimentaires et des institutions mieux outillées, formées et accompagnées pour assurer l'accès à une alimentation saine, écoresponsable et locale



Des processus optimisés grâce à la mutualisation*



Plus de circuits courts et de proximité*



Toute la population, surtout les personnes défavorisées, a accès à une alimentation saine et culturellement appropriée et aux moyens de se la procurer*



Réduction des matières résiduelles (emballages, contenants, résidus organiques, etc.)*



Réduction du gaspillage alimentaire*



Des partenariats de qualité, diversifiés, pérennes et mobilisateurs*



Une gouvernance plus inclusive et transparente*



Orientations du PARI

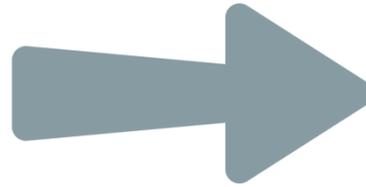


*Initialement dans la théorie du changement du volet alimentaire de MEC

La campagne 2023 en bref

Mobilisation

36 organisations rencontrées
44 projets inscrits



Participation

20 organisations participantes
33 projets évalués

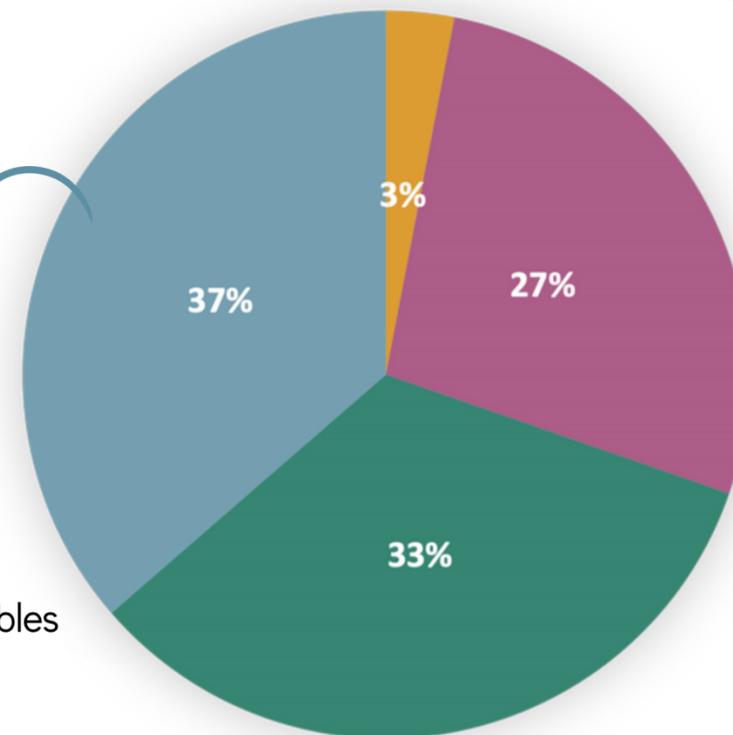
85 %

des projets évalués
ont 5 ans ou moins

Les arrondissements couverts par les projets évalués sont :

Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Ville-Marie
Ahuntsic-Cartierville
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Rosemont-La Petite-Patrie
Saint-Léonard

Échelle d'action des projets évalués



- Échelle nationale (Canada)
- Échelle provinciale
- Échelle régionale (île de Montréal)
- Échelle locale (arrondissements)

Les 33 projets participants

Conseil du Système alimentaire montréalais

Food-EPI Montréal

Campagne de sensibilisation sur la santé planétaire

Soutien aux arrondissements pour favoriser l'accès à une saine alimentation

Chantier PASUQ

Savoir prendre soin+ (SPS+)

Guichet unique pour la transition alimentaire (GUTA)

Espace cuisine pour la sécurité alimentaire

Bouffe-Action de Rosemont

Pôle logistique alimentaire de Rosemont

Sphère de services

Bac alimentaire

CJE Centre-Nord

Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord

Collectif Récolte

Spécialiste en approvisionnement local communautaire (SALC)

L'aube, pôle nourricier

Tomat

Champs d'investissement pour demain (CID)

SALIM

Sentier urbain

Potager à la BAnQ (Potagers nourriciers)

Serre Emily DeWitt (Notre quartier nourricier)

Potager techno du Centre des Sciences

Moisson Montréal

Programme de récupération en supermarchés

Vivre Saint-Michel en Santé

SAVEUR

PARI Saint-Michel

Jardin des Patriotes

Mon resto Saint-Michel

Dépannage alimentaire

Vivre en ville

Communautés nourricières

Centrale agricole

Projet de transfert de connaissances

Carrefour solidaire

Carte Proximité

La Cantine pour tous

Mutuali

CAPÉ

Écoles enracinées

Emissions Reduction Now (ERN)

Climat en Chef

Laboratoire sur l'agriculture urbaine

Serre Louvain

Alima (Dispensaire diététique de Montréal)

Panier à provisions nutritif (PPNE)

Ville en Vert

Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville

Cultures solidaires

Innovation jeunes

Marché solidaire d'Innovation Assistance

Plus de connaissances sur différents enjeux du système alimentaire



Des **connaissances** ont été produites et synthétisées dans le cadre de **9 projets***, grâce, au total, à une recension des écrits, un rapport, sept sondages, six entretiens individuels ou de groupe et six activités de co-construction et de concertation.

La **production de connaissances** est une activité « au cours de laquelle des savoirs sont générés, sélectionnés ou organisés pour répondre à une question ou à un besoin, pour comprendre un phénomène ou mettre au point une nouvelle pratique » (OQLF, 2023).

Les connaissances produites ont porté sur les enjeux suivants :

- L'impact de l'inflation sur l'accès aux aliments et des solutions prometteuses (3 projets) 🍏 \$
- L'approvisionnement des services d'aide alimentaire (1 projet) 🛒 🍏 \$
- Les barrières à la saine alimentation des familles immigrantes et des personnes LGBTQIA2+ (1 projet) 🍏 \$
- Les financements défaillants freinant les projets (2 projets) 🔗
- Les défis et solutions pour une concertation équilibrée (2 projets) 🔗
- Les leviers de la satisfaction des participant·e·s des programmes de jardins communautaires (1 projet) 🌍 🛒 🍏 \$
- Les enjeux nuisant à l'implantation de programmes d'alimentation scolaire (1 projet) 🛒 🍏 \$
- L'accès à l'alimentation en toute dignité (1 projet) 🍏 \$

*Plusieurs réponses à l'indicateur concerné n'ont pas permis de cerner lesdites connaissances produites par les projets évalués et ont donc été omises dans cette présentation des résultats.

L'impact de l'inflation sur l'accès aux aliments et des solutions prometteuses

Le coût du panier à provisions nutritif et économique d'une famille type a augmenté de 25 % entre 2021 et 2023. Cette augmentation importante du prix des aliments a un impact sur l'accès économique à l'alimentation, particulièrement pour les familles en situation de vulnérabilité (**PPNE**, Rapport 2022-2023).

Certains projets ont cependant permis d'améliorer l'accès à l'alimentation. Une modification de l'offre des produits admissibles avec la **Carte Proximité** a entraîné pour ses bénéficiaires une plus grande consommation de fruits et légumes, de meilleurs comportements d'achat et une réduction du gaspillage alimentaire (résultats de sondage). En amont, la mutualisation de véhicules réfrigérés par le **Pôle logistique alimentaire de Rosemont** a permis une augmentation significative de la disponibilité d'aliments frais et sains pour les personnes dans le besoin de Rosemont (résultats de sondage).

Les enjeux de l'approvisionnement des services d'aide alimentaire

Dans Rosemont, la demande d'aide alimentaire est en hausse, alors que la capacité à y répondre est limitée pour la majorité des lieux de dépannage. En effet, 100 % des lieux de dépannage sondés ont fait face à des enjeux d'approvisionnement et ont remarqué une augmentation de la demande, surtout chez les personnes issues de l'immigration récente. Il y a eu une augmentation de 206 % du nombre de ménages desservis entre 2018 et 2023.

(**Pôle logistique alimentaire de Rosemont**, résultats de sondage, de co-construction et de concertation)

Les barrières à la saine alimentation des familles immigrantes et des personnes LGBTQIA2+

La précarité financière, les enjeux d'accès à l'emploi et le contexte d'inflation ont un impact notable sur l'accès aux aliments sains, surtout pour les personnes immigrantes, racisées, trans, agenres et non-binaires. Ainsi, il devient difficile de transmettre les cultures alimentaires traditionnelles aux enfants issus de familles immigrantes ou racisées. De leur côté, les personnes s'identifiant comme LGBTQIA2+ sont plus vulnérables à l'isolement et à des enjeux de santé physique et de santé mentale qui nuisent à l'intégration d'une saine alimentation. La stigmatisation, les multiples documents requis, la manque de diversité alimentaire et la mauvaise qualité des aliments dans les banques alimentaires sont des enjeux majeurs. Ces populations demandent plus d'accès aux aliments frais et préparés, aux coupons alimentaires, aux cuisines collectives et aux jardins collectifs.

(**Savoir prendre soin+**, résultats de sondage, d'entretiens individuels ou de groupe et d'activités de co-construction et concertation)

Des financements défailants freinent les projets

Les acteurs du système alimentaire montréalais sont confrontés au **manque de financement engendrant un climat compétitif qui freine la collaboration** (**Espace cuisine pour la sécurité alimentaire**, résultats de recension des écrits, d'entretiens individuels ou de groupe).

De plus, le fonctionnement des bailleurs de fond est perçu comme étant **rigide et lié à des stratégies éloignées des réalités terrains** (**CID**, résultats d'entretiens individuels ou de groupe).

Les leviers de la satisfaction des participant·e·s des programmes de jardins communautaires

Des leviers ont été identifiés par les usagers et usagères des jardins communautaires de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville pour favoriser leur satisfaction à l'égard du programme : **les jardins doivent proposer davantage d'activités de sensibilisation, avoir plus de flexibilité quant aux règles, favoriser une meilleure communication avec les partenaires et améliorer l'implication et la responsabilisation des membres** du comité de jardin.

(**Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville**, résultats d'activités de sondage et d'entretiens individuels ou de groupe)

Les défis et solutions pour une concertation équilibrée

Pour des porteurs et porteuses de projets, **le manque de concertation et de mobilisation des partenaires et l'«hyperconcertation»** sont des enjeux qui cohabitent. Par ailleurs, le manque de temps, le sentiment d'être en compétition pour l'obtention de financement et le roulement de personnel pour les postes de coordination freinent la concertation (**Espace cuisine pour la sécurité alimentaire**, recension des écrits et résultats d'entretiens individuels ou de groupe; **SAVEUR**, activités de co-construction et de concertation).

Pour trouver un équilibre dans les activités de concertation, les **solutions suivantes ont été identifiées** dans le cadre de l'**Espace cuisine pour la sécurité alimentaire** :

- S'adresser aux concertations locales au lieu de sursolliciter les organisations locales;
- Renforcer les collaborations existantes et diversifier les outils de mobilisation;
- Renforcer les compétences en coordination des organisations;
- Assurer une planification commune, la mutualisation et les projets collectifs;
- Offrir des options de participation moins prenantes et des rencontres efficaces;
- Offrir des conditions de travail compétitives dans les organisations, notamment en ce qui a trait aux salaires.

(Résultats de recension des écrits, entretiens individuels ou de groupe).

Les enjeux nuisant à l'implantation de programmes d'alimentation scolaire

Le **contexte socio-économique difficile, la pénurie de main-d'œuvre et les infrastructures scolaires vieillissantes ou mal adaptées** aggravent la complexité de l'implantation de programmes d'alimentation scolaire autant pour les institutions scolaires que pour les services de traiteurs communautaires externes. Dans ce contexte, cinq thèmes guident les recommandations pour l'implantation d'un programme d'alimentation scolaire universel visant le développement de communautés saines et durables du **Chantier PASUQ**. Ces thèmes sont 1) la littératie alimentaire, 2) une approche de coordination des systèmes alimentaires territoriaux, 3) l'approvisionnement en aliments sains, locaux et durables, 4) l'économie sociale, et 5) l'importance de s'appuyer sur des instances en place pour soutenir des interventions en réseaux autour des écoles. (Résultats d'activités de co-construction et de concertation)

L'accès à l'alimentation en toute dignité

Dans le but d'accroître l'autonomie d'achat et l'accès digne à la nourriture, d'éviter la stigmatisation à l'arrivée aux caisses et d'alléger la charge de travail des partenaires du projet, l'éligibilité des produits accessibles avec la **Carte Proximité** a été élargie à toutes les denrées alimentaires disponibles dans les marchés participants. En 2023, les bénéficiaires ont souligné **le respect de leur dignité comme un des principaux avantages de la Carte Proximité par rapport aux programmes d'aide alimentaire traditionnels**. Par ailleurs, la carte permet aux organisations partenaires de **tisser des liens plus étroits avec leurs membres, et peut être un point d'entrée vers d'autres services offerts par l'organisation**, renforçant ainsi la sécurité alimentaire. Enfin, les partenaires signalent que **la carte est un excellent outil pour lutter contre l'isolement social**, en encourageant les bénéficiaires à visiter les marchés locaux, à interagir par téléphone et en personne avec les employé·e·s et autres membres, et à établir des relations de confiance grâce à un meilleur accès à des services respectueux et dignes. (Résultats de sondages)

Une population montréalaise sensibilisée et informée sur les enjeux alimentaires



Grâce à des stratégies de communication, de sensibilisation et de promotion

De telles stratégies ont été déployées dans le cadre de 14 projets dont, en ordre d'importance, des conférences et ateliers, des campagnes sur les médias sociaux, de l'affichage public, des vidéos promotionnels, des interventions dans les médias et même la création d'une bande dessinée.

On estime que les citoyens et citoyennes, dont les jeunes d'âge scolaire, auraient été touchés par ces stratégies à **49 000*** reprises environ

Les **stratégies de communication, sensibilisation et promotion** visent des changements de comportement ou de mentalité chez un public visé à propos d'un enjeu ou à faire passer un message en particulier.

Les stratégies ont porté sur les thématiques suivantes** :

- Saine alimentation et nutrition (10 stratégies)
- Agriculture urbaine (9)
- Alimentation locale et circuits de proximité (8)
- Empreinte écologique de l'alimentation (8)
- Insécurité alimentaire (8)
- Lutte contre le gaspillage alimentaire (7)
- Gestion des matières résiduelles et zéro déchet (6)

EXEMPLES

La **campagne de sensibilisation sur la santé planétaire** a été menée sur les réseaux sociaux et grâce à une vidéo pour inciter la population à adopter un régime alimentaire sain pour la santé et la planète.

La **campagne «Bien manger à l'école»** a été menée dans le cadre du Chantier PASUQ par la création d'un site Web et des publications sur les réseaux sociaux pour inviter les citoyen·ne·s à se mobiliser pour un programme d'alimentation scolaire universel.

*Ce nombre pourrait inclure d'autres publics cibles, comme des représentant·e·s d'organisations.

**Une même stratégie peut porter sur plus d'une thématique.

« Le **transfert de connaissances** est un processus dynamique qui réfère à l'ensemble des activités et des mécanismes d'interaction favorisant la diffusion, l'adoption et l'appropriation de nouvelles connaissances » (INSPQ, 2009).

Grâce à des activités de transfert de connaissances

Du transfert de connaissances visant les citoyens et citoyennes, ainsi que les jeunes d'âge scolaire, a été réalisé dans le cadre de 11 projets.

Les activités de transfert ont pris différentes formes, soit (en ordre d'importance) des formations et activités d'éducation (ex. ateliers), des outils (ex. trousse, documents et fiches) et des accompagnements.

On estime que les citoyens et citoyennes, dont les jeunes d'âge scolaire, auraient été touchés par ces activités à **6 000* reprises environ**

*Ce nombre pourrait inclure d'autres publics cibles, comme des représentant·e·s d'organisations.

**Une même activité peut porter sur plus d'une thématique.

Les activités de transfert de connaissances ont porté sur les thématiques suivantes** :

- Alimentation locale et circuits de proximité (12 activités)
- Saine alimentation et nutrition (11)
- Agriculture urbaine (11)
- Insécurité alimentaire (8)
- Empreinte écologique de l'alimentation (6)
- Lutte contre le gaspillage alimentaire (5)
- Gestion des matières résiduelles et zéro déchet (5)
- Autres sujets : gouvernance; gestion d'un comité jardin; alimentation scolaire

EXEMPLES

Trousse distribuées à tous les participant·e·s de la **Carte Proximité**

Formations et ateliers sur les enjeux du jardinage par le **Jardin des Patriotes**

Outils sur différents enjeux de l'alimentation offerts aux citoyens et citoyennes venus au **Marché solidaire d'Innovation Assistance**

Des politiques soutenues et développées pour répondre à divers enjeux alimentaires



3 projets (Chantier PASUQ, le Champ d'investissement pour demain et le Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel) ont réalisé **7 activités de plaidoyer**.

Le projet Food-EPI Montréal a permis d'avoir un **portrait des actions de la Ville de Montréal** pour l'alimentation saine et durable.

« Le **plaidoyer** est une tentative planifiée et organisée de transformation politique et d'influence des pratiques et politiques. Il s'agit d'un processus délibéré visant à influencer les personnes chargées des décisions relatives aux changements [qu'on souhaite] voir advenir ». (Rutgers, 2021)

Activités de plaidoyer réalisées, sujets concernés et instances visées

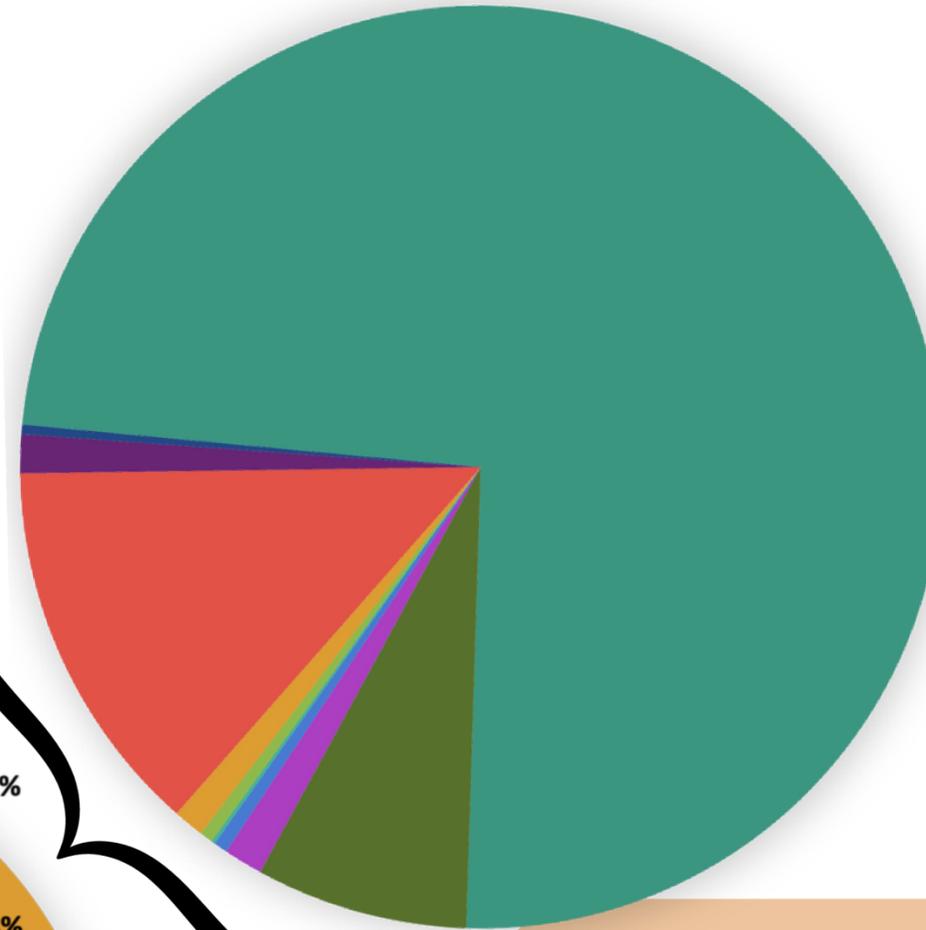
- Une campagne de mobilisation citoyenne, une conférence de presse, un forum et un mémoire pré-budgétaire portant sur la mise en place d'un **programme d'alimentation scolaire universel** au Québec ont visé les **instances gouvernementales provinciales** (Chantier PASUQ).
- Deux ateliers informatifs suivis de discussions portant sur le **financement, la mutualisation, l'évaluation et la mesure d'impact** ont visé les **instances municipales montréalaises, provinciale et fédérale** (Champs d'investissement pour demain).
- Un article dans LaPresse+ portant sur **la façon de distribuer du financement pour l'aide alimentaire** a visé les **instances gouvernementales provinciales** (Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel).

Selon le rapport sur l'atelier d'évaluation des actions de la Ville de Montréal pour l'alimentation de **Food-EPI**, la Ville agit efficacement dans les domaines pour lesquels elle possède les compétences municipales, notamment en ce qui concerne les aspects environnementaux de l'alimentation (ex. le gaspillage alimentaire et les emballages). Comme il n'y a actuellement pas de politique municipale qui rassemble l'ensemble des orientations en matière d'alimentation, les actions de la Ville concernant notamment la santé des populations par une alimentation saine et durable sont moins soutenues.

L'agriculture urbaine au service de la communauté



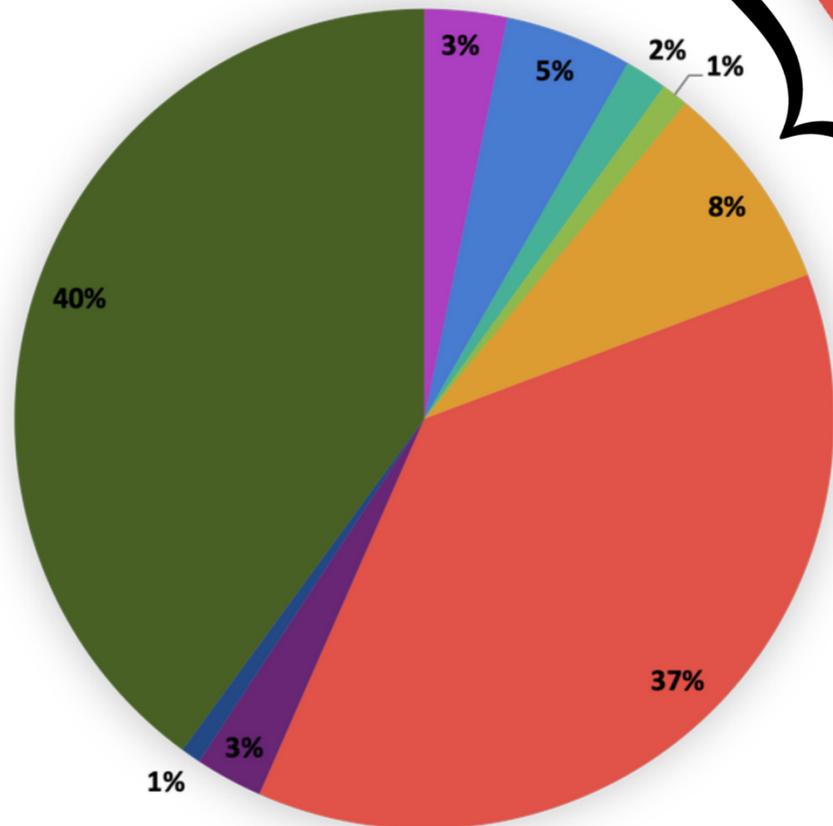
Contribution de 10 projets à 2,41 hectares cultivés (superficie)



- Cultures solidaires (1790 m²; 2997 kg)
- Potager à la BAnQ (Potagers nourriciers) (331,5 m²; 244,05 kg)
- Serre Emily DeWitt (Notre quartier nourricier) (116,12 m²; 377 kg)
- Potager techno Centre des Sciences (32,5 m²; 124,93 kg)
- Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord (110 m²; 80 kg)
- Jardin des Patriotes (261 m²; 620 kg)
- Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel (3200 m²; 2800 kg)
- Serre Louvain (325 m²; 200 kg)
- Marché solidaire d'Innovation Assistance (80 m²; 59 kg)
- Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville (17 810 m²; nombre de kg inconnus)

Contribution de 9 projets* à la production de 7501,98 kg d'aliments (poids)

En moyenne, **71 %** des superficies cultivées par ces 9 projets l'ont été pour produire des aliments destinés aux populations défavorisées.



La production de chaque projet a plusieurs débouchés. **En moyenne, chaque projet en a compté 2,4 types**, soit:

- Don à des organismes aidant les population défavorisées (70% des 10 projets)
- Don direct à des populations défavorisées (40%)
- Vente directe à des populations défavorisées (40%)
- Vente directe (sans public particulier) (40%)
- Autoproduction/autocueillette (40%)
- Vente à des organismes aidant les population défavorisées (10%)

*n'incluant pas les jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville

Activités de service à la communauté réalisées dans le cadre de cinq projets* faisant de l'agriculture urbaine

- Inclusion sociale et participation citoyenne (80 % des projets)
- Éducation/pédagogie (80 %)
- Réinsertion et formation professionnelle (40 %)
- Création d'emplois (20 %)

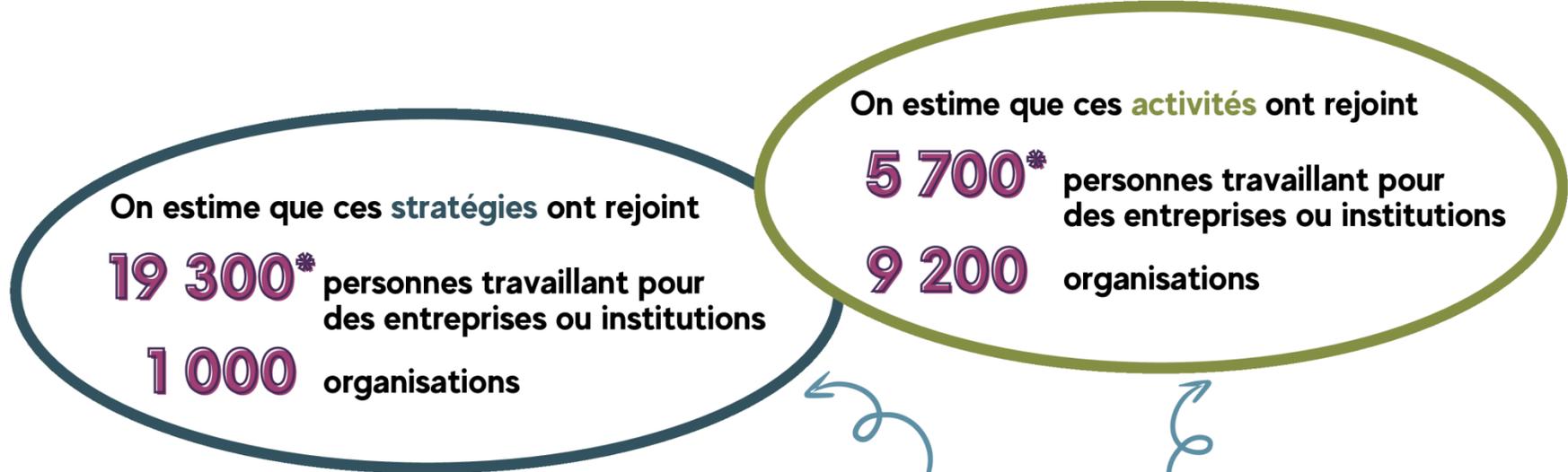
* Les projets sont : Potager à la BAnQ, Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel, Marché solidaire Innovation Assistance, Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville



Nouvelles pratiques associées à l'agriculture urbaine que le projet a permis d'adopter

- Apprentissage du public cible sur l'autonomie alimentaire (Potager à la BAnQ)
- Lier l'agriculture urbaine et l'alimentation à la réussite éducative (SAVEUR)
- Création de nouveaux potagers sur le terrain de l'école où il n'y avait que de la terre et du gazon (projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord)

Des entreprises bioalimentaires et des institutions mieux outillées, formées et accompagnées pour assurer l'accès à une alimentation saine, écoresponsable et locale



Dans le cadre de 14 projets, des **stratégies de communication, de sensibilisation et de promotion** et des **activités de transfert de connaissances** ont été réalisées pour outiller, former et accompagner les entreprises bioalimentaires et les institutions.

Thématiques	Nombre** de stratégies de communication, etc.	Nombre** d'activités de transfert...
Saine alimentation et nutrition	7	13
Alimentation locale et circuits de proximité	7	13
Insécurité alimentaire	7	13
Lutte contre le gaspillage alimentaire	7	8
Agriculture urbaine	6	5
Empreinte écologique de l'alimentation	6	7
Gestion des matières résiduelles et zéro déchet	5	4
Mutualisation	1	—

*Ce nombre pourrait inclure d'autres publics cibles.

**Une même stratégie ou activité peut porter sur plus d'une thématique.

Portée du Guichet unique pour la transition alimentaire (GUTA)

Ce projet du Conseil SAM a pour but d'outiller, d'accompagner et de valoriser les restaurants et commerces de détail alimentaires montréalais qui souhaitent apporter des changements dans leur gestion afin de réduire leur empreinte écologique.

8 400 commerces alimentaires rejoints

par les outils créés en collaboration avec le Service de l'environnement de la Ville de Montréal et diffusés par la Ville de Montréal aux Sociétés de développement commercial et aux associations de commerçants montréalaises.

615 organisations rejointes

par des stratégies de communication et de sensibilisation telles qu'une série de rencontres individuelles; la création d'un site web; des conférences et des ateliers; la création d'une vidéo promotionnelle; des interventions dans les médias et des campagnes sur les médias sociaux

25 commerces accompagnés individuellement

pour l'intégration de pratiques plus durables donnant lieu, par exemple, à la création de chartes pour l'approvisionnement responsable, à une étude de marché pour identifier des alternatives locales/durables à certains produits, à une augmentation de l'offre d'options végétariennes dans les menus, à une meilleure gestion des commandes et des stocks, etc.

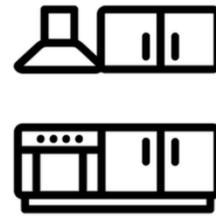
Des processus optimisés grâce à la mutualisation



Nombre de ressources mutualisées / Nombre d'utilisateurs / Fréquence d'utilisation par type de ressources



VÉHICULES



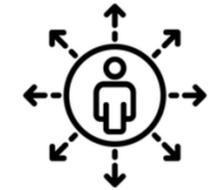
CUISINES



ESPACES D'ENTREPOSAGE



OUTILS INFORMATIQUES



RESSOURCES HUMAINES

Pôle logistique alimentaire de Rosemont

3

16 utilisateurs / **Souvent**

Bac Alimentaire

1

3 utilisateurs / **Souvent**

Mutuali

2

Occasionnellement

18

Occasionnellement

1

Occasionnellement

Projets d'AU du CJE Centre-Nord

1

2 utilisateurs / **Occasion.**

1

2 utilisateurs / **Tr. souvent**

1

8 utilisateurs / **Très souvent**

Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel

1

4 utilisateurs / **Souvent**

1

1 utilisateur / **Occasion.**

1

2 utilisateurs / **Occasion.**

1

4 utilisateurs / **Ponctuellement**

Marché solidaire d'Innovation Assistance

1

12 utilisateurs / **Ponctuel.**

1

8 utilisateurs / **Souvent**

1

3 utilisateurs / **Ponctuel.**

1

2 utilisateurs / **Ponctuellement**

Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville

1

6 utilisateurs / **Occasion.**

1

4 utilisateurs / **Souvent**

3

40 utilisateurs / **Souvent**

L'aube

2

8 utilisateurs / **Très souvent**

1

1 utilisateur / **Très souvent**

5

8 utilisateurs / **Très souvent**

Écoles enracinées

1

35 utilisateurs / **Tr. souvent**

2

28 utilisateurs / **Souvent**

Tomat

1

Occasionnellement

1

6 utilisateurs / **Souvent**

Spécialiste en approvisionnement local communautaire

1

174 utilisateurs / **Tr. souvent**

1

4 utilisateurs / **Tr. souvent**

Légende concernant la fréquence d'utilisation

Très souvent : presque tous les jours

Souvent : quelques fois par semaine

Ponctuellement : quelques fois par mois

Occasionnellement : quelques fois par année

Perception moyenne des avantages ou des surcoûts engendrés par les pratiques de mutualisation en matière d'équipement, de temps d'approvisionnement et d'administration dans 10 projets*



*Les dix projets sont: Pôle logistique alimentaire de Rosemont, Bac alimentaire, SALC, L'aube, Tomat, les projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, le dépannage alimentaire de Mon Resto St-Michel, Écoles enracinées, le marché solidaire d'Innovation Assistance et les jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville.

Les pratiques de mutualisation ont contribué à la réalisation de la mission des organisations ou de celle de leurs partenaires en permettant :



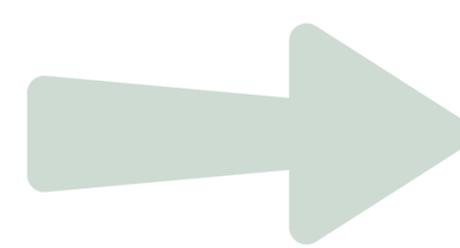
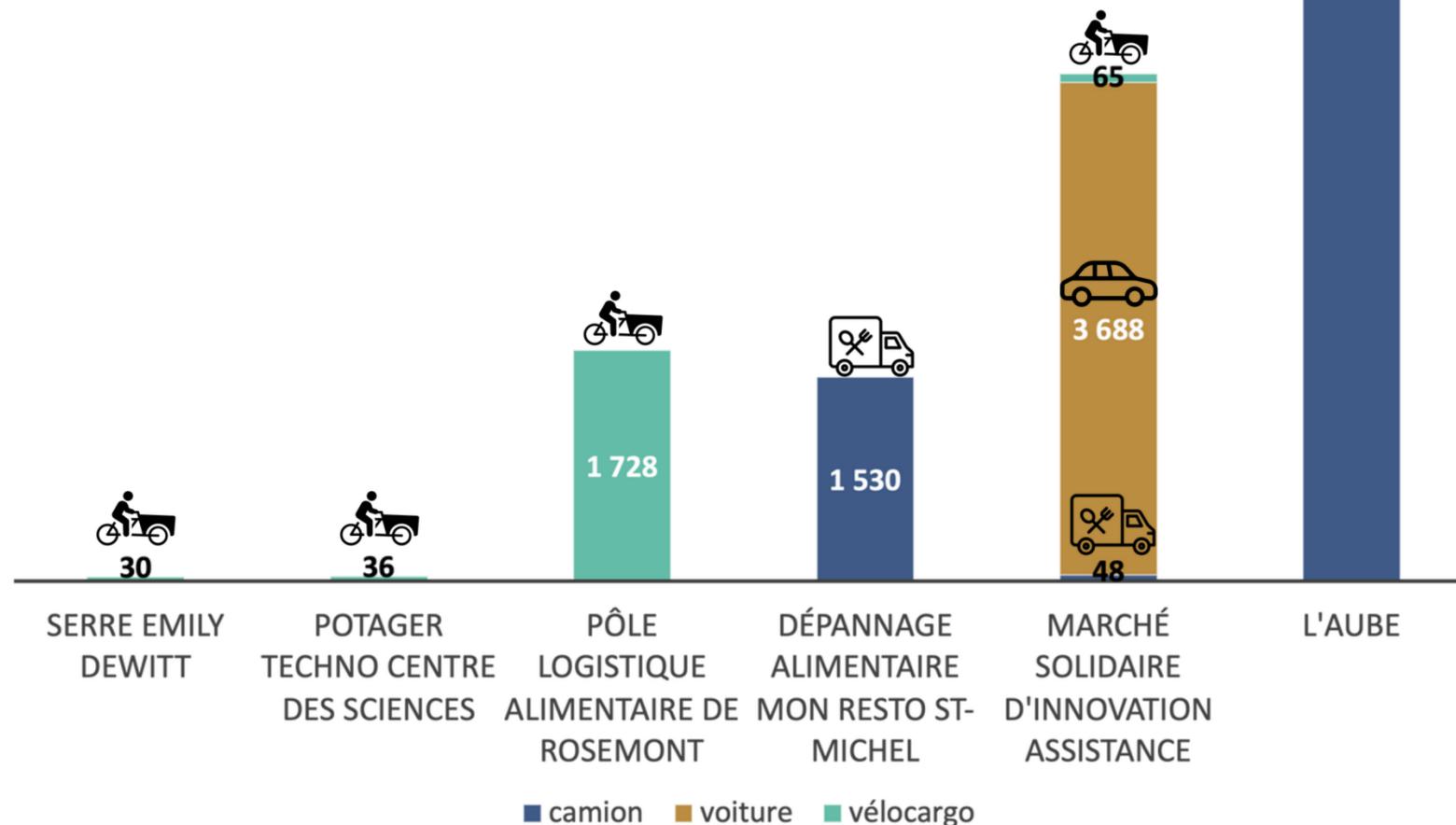
Des projets ont permis à leurs partenaires l'adoption de **nouvelles pratiques** pour optimiser leurs processus :

- Mutualisation d'une plateforme numérique par différents programmes de coupons nourriciers à travers le Canada (Tomat)
- Circuit de production, de transformation et de distribution interconnecté dans un quartier. Les produits des uns sont utilisés par les autres, ce qui permet une gestion durable et optimale des ressources (SAVEUR).

Plus de circuits courts et de proximité



Distance parcourue annuellement (en km) par
type de moyen de transport pour distribuer
des aliments dans le cadre de 6 projets



0,79

Ratio kg/km annuel pour L'aube, pôle nourricier

Le **ratio kg/km** est un indice de kilométrage alimentaire reposant sur le calcul du poids des aliments déplacés par kilomètre parcouru annuellement en véhicule motorisé. En 2022, pour L'aube, ce ratio était de **0,32 kg/km**, ce qui signifie une amélioration de l'efficacité entre 2022 et 2023.

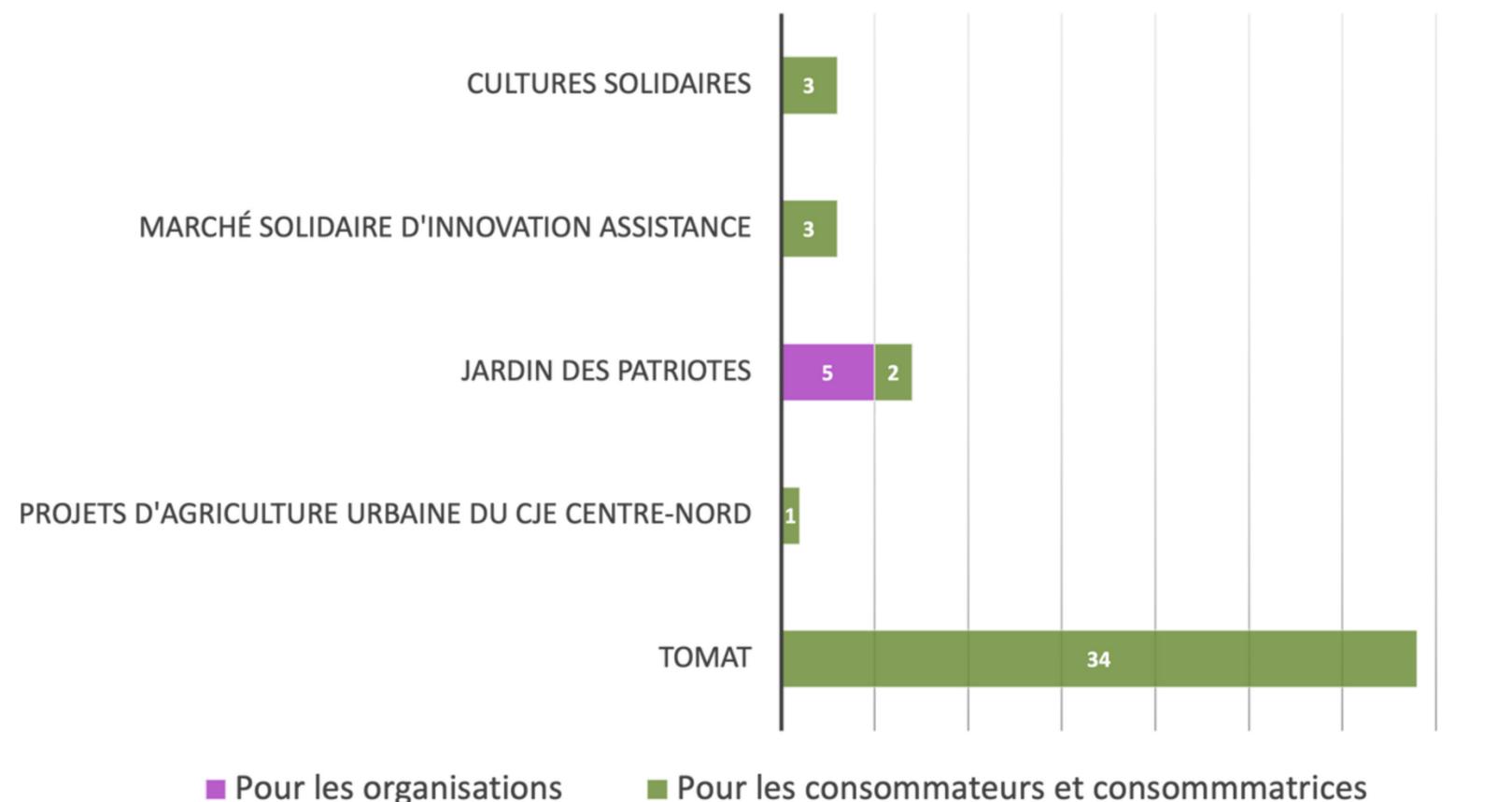
Pas de données ou données incomplètes pour :

- Nombre et types d'intermédiaires entre la production et la consommation dans le cadre du projet (problème d'interprétation de l'indicateur)
- Nombre moyen de kilomètres alimentaires (par trajet du champ à l'organisme) parcourus par les aliments distribués

Nouvelles pratiques associées aux circuits courts et de proximité que le projet a permis d'adopter :

- Achat direct d'organismes communautaires auprès des fermes (SALC)
- Approvisionnement de proximité dans le système alimentaire du quartier (projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord)
- Mise en relation entre fournisseurs de produits locaux et commerces partenaires du programme de la Carte Proximité, notamment grâce au partenariat avec le Collectif Récolte
- Découverte par les consommateurs et consommatrices du Réseau des fermiers et fermières de famille et de la possibilité de faire des achats en circuits courts, grâce au projet Écoles enracinées

Nombre de points de distribution de fruits et légumes (du Québec) en service inclus dans le projet par destinataire



249

Nombre de commandes effectuées par des institutions dans le cadre de L'aube, pôle nourricier

qui vise à créer des circuits de proximité entre les fermes de l'ouest de l'île et les milieux institutionnel et communautaire

Toute la population, surtout les personnes défavorisées, a accès à une alimentation saine et culturellement appropriée et aux moyens de se la procurer



Nombre de personnes ou ménages bénéficiant des projets

Les **bénéficiaires directs** sont ceux et celles à qui s'adressent directement un projet ou service. Les **bénéficiaires indirects** retirent un certain avantage de l'existence du projet/service sans en être le public cible direct.

7 749

personnes bénéficiant directement

des services du Bac alimentaire, des projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, du Jardin des Patriotes, de la Carte Proximité et du Marché solidaire d'Innovation Assistance

14 210

ménages bénéficiant directement

des services du Pôle logistique alimentaire de Rosemont, du Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel, d'Écoles enracinées, des Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville et de Cultures solidaires

15 500

personnes bénéficiant indirectement

des services du Jardin des Patriotes et de Climat en chef

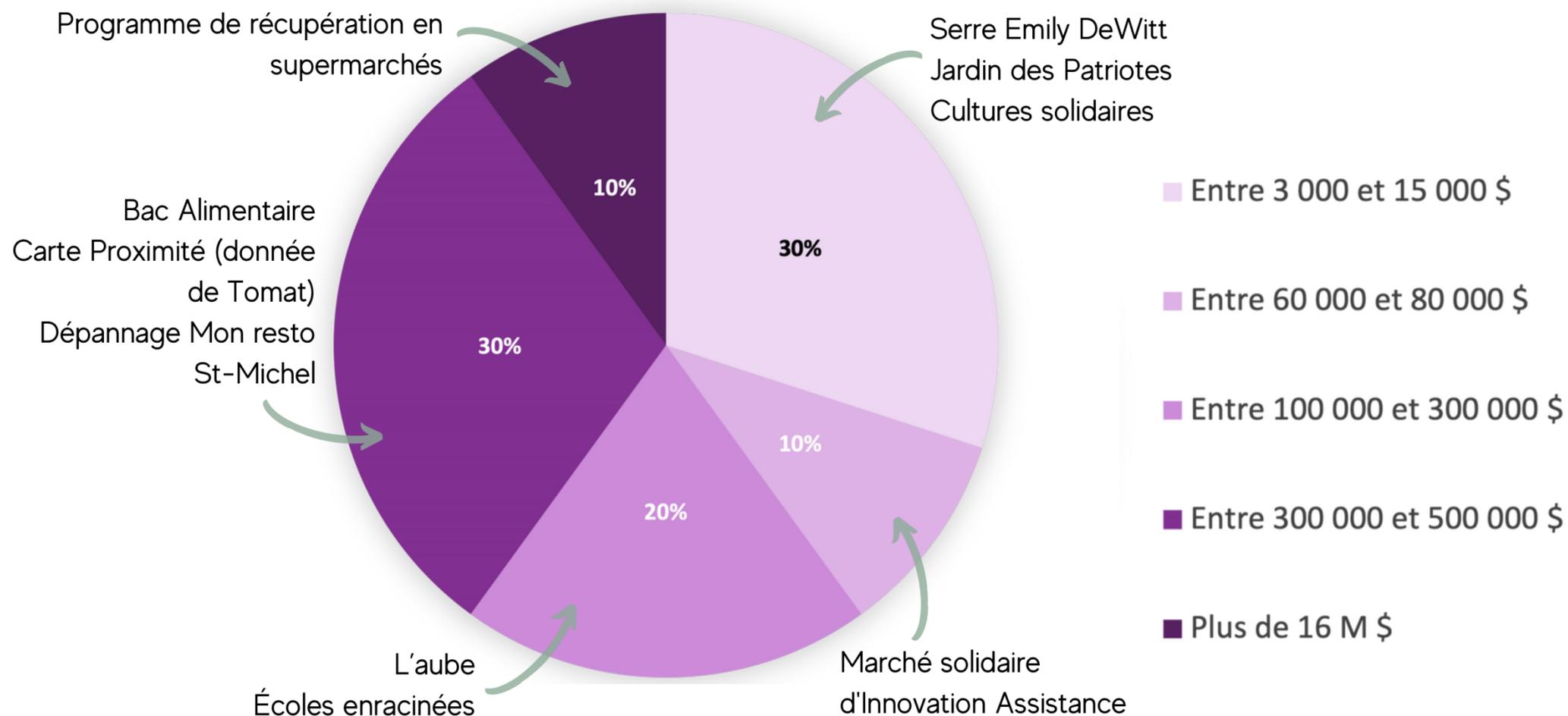
151

organisations aidant

des populations vulnérables

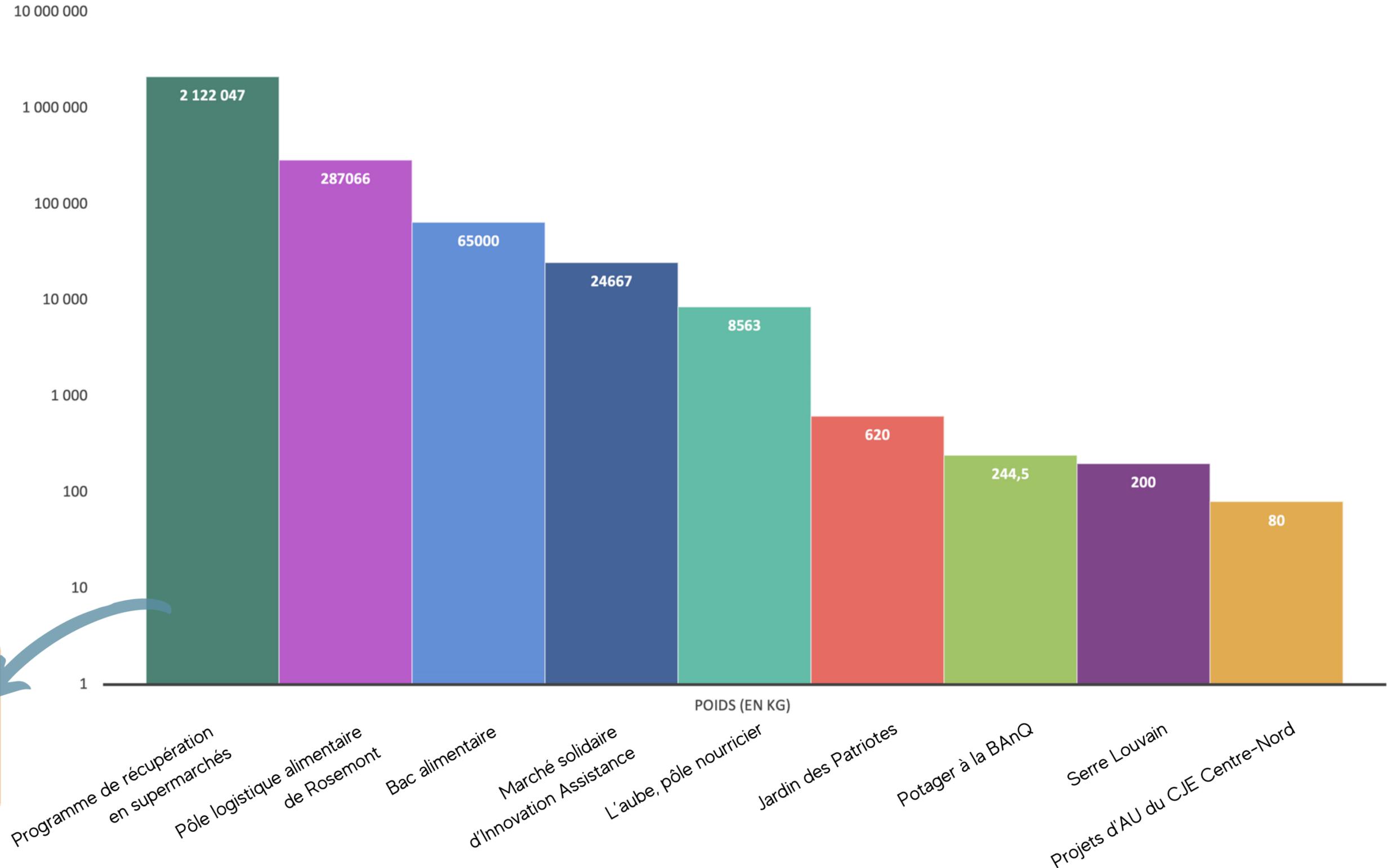
ont eu recours aux services de 14 projets

Répartition de 10 projets selon la valeur des aliments qu'ils ont distribués



Poids (en kg) des aliments distribués par 9 projets

À noter que l'axe vertical ici est sous forme d'échelle logarithmique, ce qui signifie que chaque saut est de 10 fois la valeur du nombre précédent. Ainsi nous avons une idée de grandeur des données des projets les uns par rapport aux autres et pouvons représenter de façon visible dans un même graphique des données aussi éloignées que plus de 2 millions et 80 kg.



Ce projet, porté par Moisson Montréal, a distribué l'équivalent de **85 %** du total des aliments distribués par les 9 projets évalués.

6 000

repas distribués

au total grâce au Pôle logistique alimentaire de Rosemont et au Marché solidaire d'Innovation Assistance

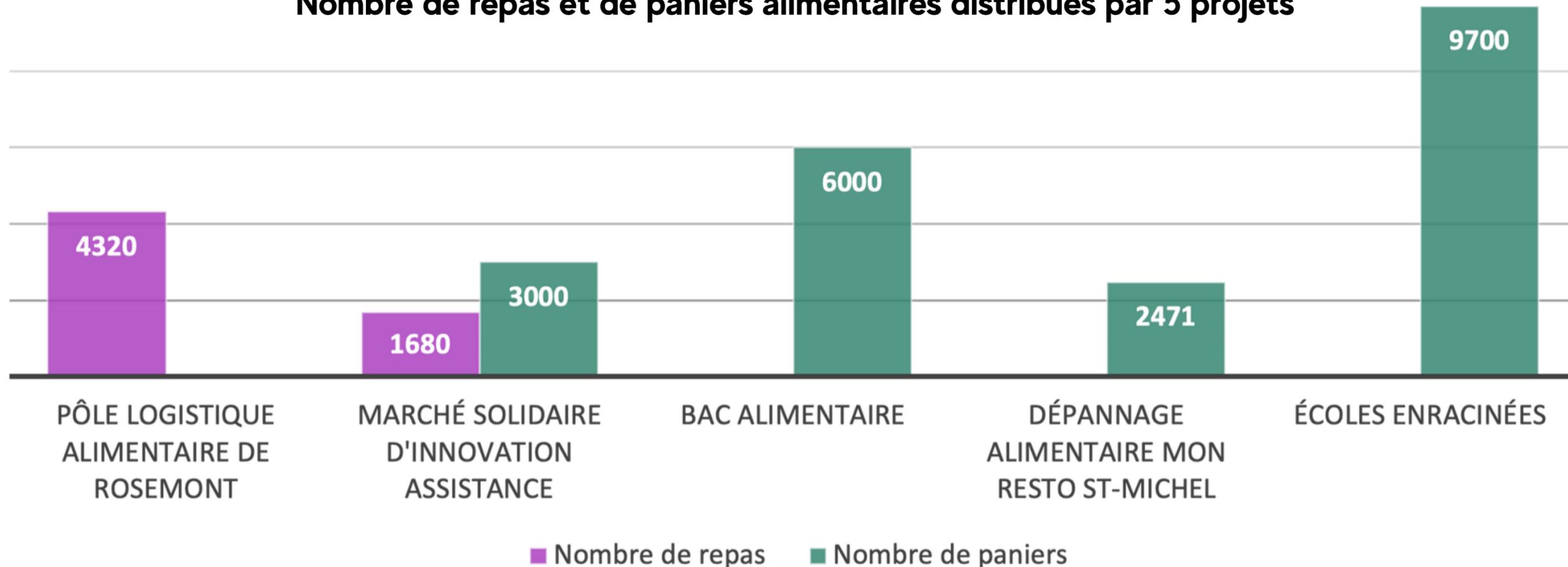


21 171

paniers distribués

au total par Bac alimentaire, le dépannage alimentaire de Mon Resto St-Michel, Écoles enracinées et le Marché solidaire d'Innovation Assistance

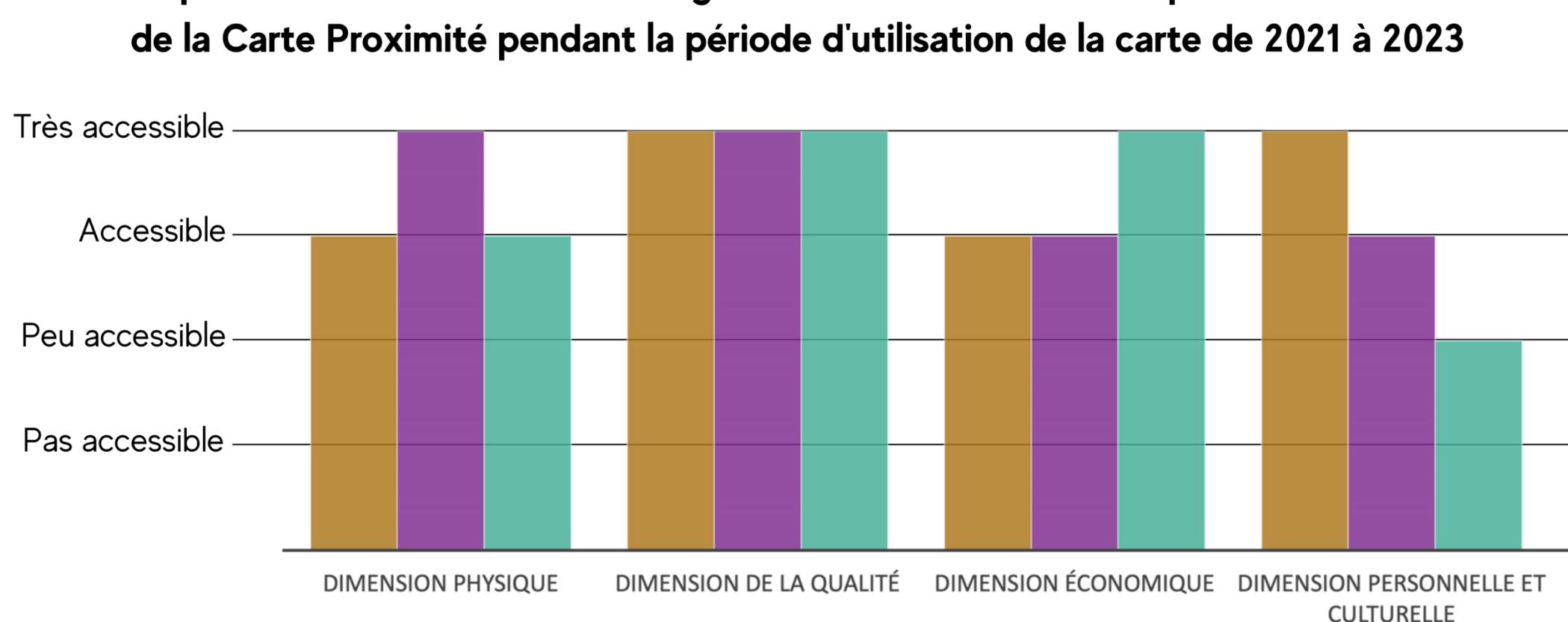
Nombre de repas et de paniers alimentaires distribués par 5 projets



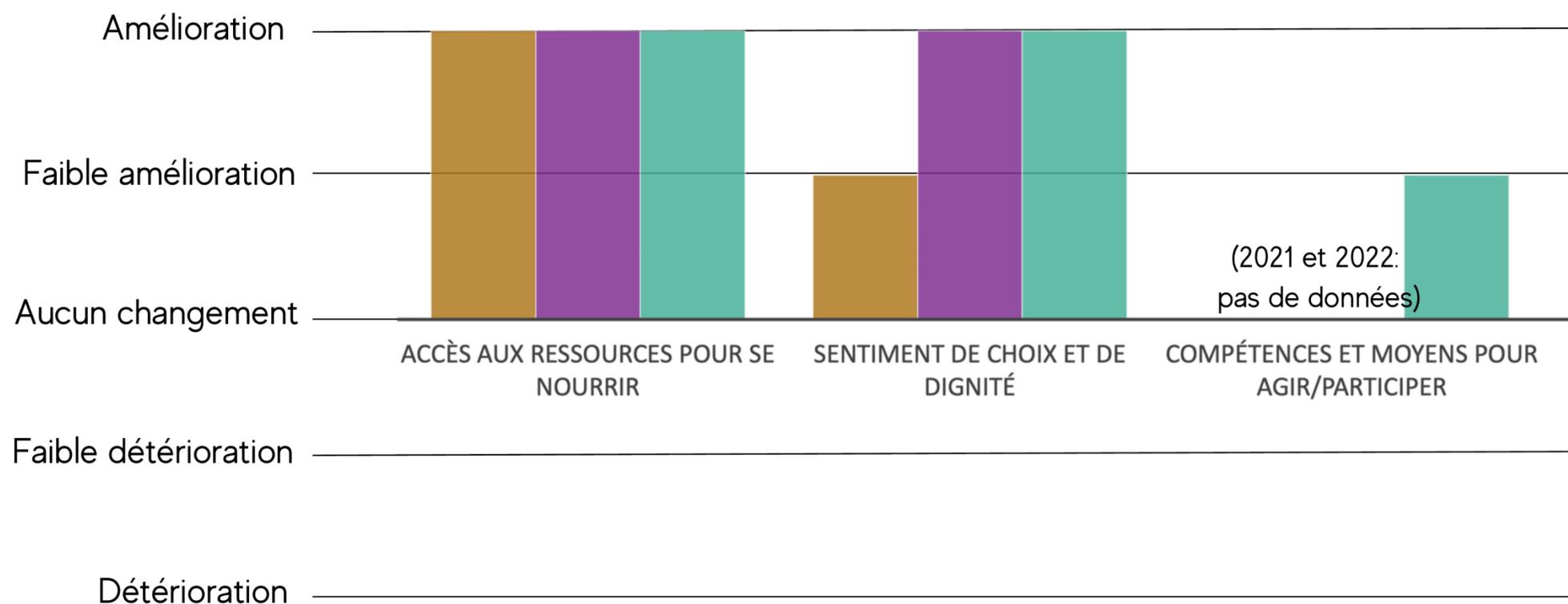
Quatre projets vendant des aliments à des consommatrices et consommateurs ont pratiqué la tarification sociale



Perception de l'accès aux fruits et légumes et aux aliments sains par les bénéficiaires de la Carte Proximité pendant la période d'utilisation de la carte de 2021 à 2023



Perception des bénéficiaires de la Carte Proximité de l'impact de celle-ci sur leur pouvoir d'agir sur leur l'alimentation pendant l'utilisation de la carte



Les activités de la Carte Proximité sont évaluées depuis 2021 dans le cadre d'Évaluation en commun.

La perception des bénéficiaires de l'impact de la Carte Proximité sur leur **accès aux fruits et légumes et aux aliments sains** a été évaluée grâce à des sondages menés auprès de ceux-ci et selon quatre dimensions (d'après Freedman et al., 2013):

- Accès physique (ex. distance de marche);
- Accès à des aliments de qualité;
- Accès économique (coût, budget et valeur perçue);
- Accès personnel ou culturel (préférences, alignement avec les traditions, etc.).

De la même manière, la perception des bénéficiaires de l'impact de la Carte Proximité sur leur **pouvoir d'agir sur leur alimentation** a été évaluée à partir de questions sur trois dimensions :

- l'accès à des ressources pour se nourrir;
- le sentiment de choix et de dignité;
- les compétences et moyens d'agir ou de participer.

Nouvelles pratiques ou innovations relatives à l'accès à l'alimentation ou à l'offre alimentaire mises en place par les projets

Nouvelles habitudes adoptées par les bénéficiaires de projets lors de leur utilisation du service offert

En amont :

- Politique d'encouragement de l'approvisionnement en produits locaux pour les marchés partenaires (Carte Proximité)
- Prise en compte de la diversité culturelle dans l'offre alimentaire (SAVEUR)
- Facilitation de la distribution et la gestion de coupons nourriciers par une plateforme de gestion commune (Tomat)

Approvisionnement :

- Récupération, tri et redistribution d'invendus de l'agriculture grâce à du maillage entre organismes (SALC)
- Aliments cultivés grâce à l'agriculture urbaine destinés aux personnes vivant de l'insécurité alimentaire et/ou aux gens du quartier (Potager à la BANQ; Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord)
- Projet en développement (nouvelle initiative) pour récupérer davantage de denrées (Programme de récupération en supermarchés)

Distribution et accès facilité :

- Coupons alimentaires sous forme de carte laissant le libre choix des aliments souhaités aux participant·e·s (Carte Proximité)
- Marché solidaire (SAVEUR)
- Paniers solidaires (Écoles enracinées)
- Une banque alimentaire pour les étudiant·e·s de l'UQAM (Bac alimentaire)



Consommation d'une plus grande variété de fruits et légumes
(Carte Proximité, Écoles enracinées)

Découverte de nouveaux points de vente
(Carte Proximité, Écoles enracinées)

Achat de produits locaux
(Carte Proximité, Écoles enracinées)

Augmentation de la quantité de fruits et légumes achetée ou consommée
(Carte Proximité)

Consommation d'une plus grande variété d'aliments (autres que fruits et légumes)
(Carte Proximité)

Plus grande fréquentation d'un point de vente déjà connu
(Carte Proximité)

Réduction des matières résiduelles

(emballages, contenants, résidus organiques, etc.)



Dans ce contexte, les **matières résiduelles** excluent les aliments détournés du gaspillage, mais incluent les aliments compostés.

26 000

**Nombre de kg de compost valorisé
par la serre Louvain**

La serre est chauffée grâce à la maturation du compost récupéré à la Centrale agricole.

1 100

**Nombre de kg de matière organique compostée
par le Marché solidaire d'Innovation Assistance**

Le tri est fait dans les aliments récupérés et ce qui n'est pas considéré consommable est composté.



18 des 25 commerces accompagnés par le GUTA ont réduit leur utilisation d'emballages à usage unique ou ont remplacé certains articles par d'autres conformes à la réglementation de la Ville de Montréal, grâce à cet accompagnement.
À noter que l'ensemble des **8400 commerces alimentaires montréalais** ont reçu de la documentation préparée par le GUTA dans cette optique.

Réduction du gaspillage alimentaire



Quantité d'aliments détournés du gaspillage par source et par projet

Sources des aliments

Production agricole

2877 kg
par Pôle logistique alimentaire de Rosemont

1425 kg
par Marché solidaire d'Innovation Assistance

875 kg
par Cultures solidaires

11 123 kg
grâce au SALC*

Distribution en gros

169 766 kg
par Pôle logistique alimentaire de Rosemont

Détaillants

2 122 047 kg
par le PRS** (Moisson Montréal)

113 811 kg
par Pôle logistique alimentaire de Rosemont

Organismes communautaires

612 kg
par Pôle logistique alimentaire de Rosemont

700 kg
par Dépannage alimentaire Mon Resto St-Michel

2352 kg
par Marché solidaire d'Innovation Assistancer

Organismes communautaires

Destination

6 projets ont contribué à détourner du gaspillage 2 425 588 kg d'aliments :

- 92 % de cette quantité provient des **détaillants**. Ce nombre s'explique par le fait que le Programme de récupération en supermarchés est un projet à l'échelle régionale.
- 7 % provient de la **distribution en gros**
- 1 % provient du secteur **agricole**
- **Moins de 1 %** est détourné du gaspillage à l'interne ou d'un organisme à un autre.

*Le Spécialiste en approvisionnement local communautaire (SALC) a mis en relation le projet AlimenTerre de la Corbeille Bordeaux-Cartierville avec Le Dépôt et Concert'action Lachine. Grâce à ces mises en relation, des invendus de fermes récupérés par AlimenTerre ont été distribués plutôt que gaspillés.

**PRS = Programme de récupération en supermarchés

Quantité d'aliments gaspillés par source et par projet

Malgré les efforts des organismes en sécurité alimentaire pour récupérer des aliments qui seraient autrement gaspillés et les redistribuer, une quantité importante provenant de plusieurs sources de dons n'a pas pu être valorisée.

13 812 kg de fruits et légumes

provenant de la distribution en gros et récupérés par le Pôle logistique alimentaire de Rosemont

6 400 kg de fruits et légumes

provenant de détaillants et récupérés par le Pôle logistique alimentaire de Rosemont

1100 kg de fruits et légumes

reçus de Moisson Montréal par le Marché solidaire d'Innovation Assistance*

21 443 kg de viandes

provenant de détaillants et récupérés par le Programme de récupération en supermarchés

*Cette donnée se retrouve aussi dans les matières résiduelles valorisées, puisque ces aliments gaspillés ont été mis au compost.

Des projets ont adopté ou permis l'adoption de **nouvelles pratiques** relativement à la lutte contre le gaspillage alimentaire :

- Des commerces accompagnés par le **GUTA** ont intégré la caractérisation des pertes et gaspillages alimentaires, une meilleure gestion des commandes et des stocks et la recherche de débouchées pour les surplus et invendus.
- Lorsque d'autres organisations près du **Bac alimentaire** (la banque alimentaire de l'UQAM) ont des surplus (par exemple des surplus d'une conférence), ce projet se charge de les redistribuer aux étudiant·e·s et cela évite de gaspiller.

Le **GUTA** a contribué, avec les acteurs concernés, à une activité visant la définition des paramètres d'une future réglementation municipale relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Les principaux résultats ont été de valider collectivement les principaux paramètres d'application de cette réglementation : publics cibles (typologie), seuils d'applicabilité (surface, volume de déchets générés etc.), outils pédagogiques pertinents, etc. Ces données ont été remises à la Ville pour alimenter les réflexions préparatoires à la conception de la réglementation.

Des partenariats de qualité,
diversifiés, pérennes et
mobilisateurs

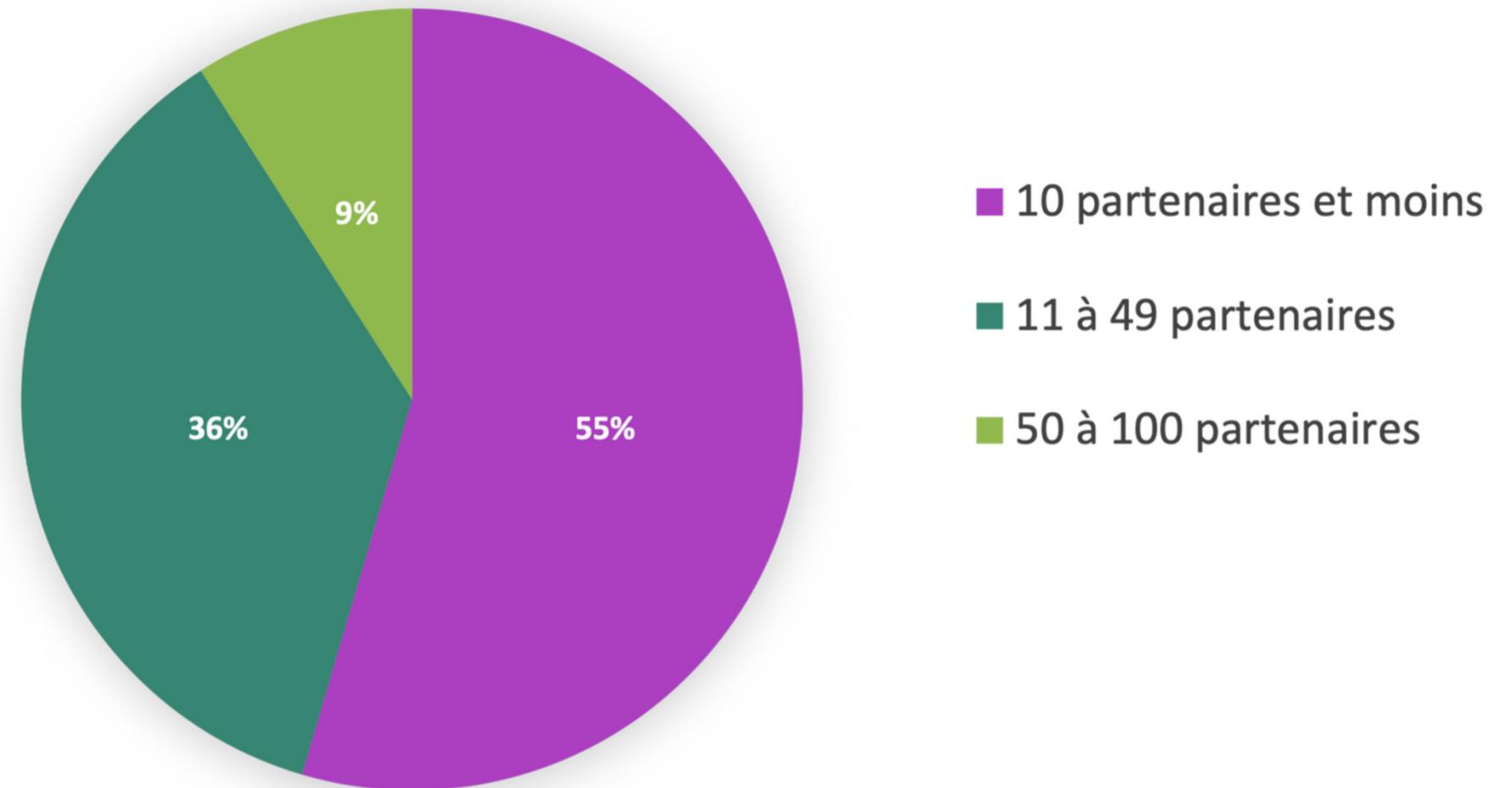
20

partenaires par projet en
moyenne*

*Calcul basé sur les données de 22 projets

Les **partenaires** sont les organisations jouant un rôle actif dans le projet.

Répartition de 22 projets selon leur nombre de partenaires



En moyenne, 39 % des partenariats ont été officialisés par des contrats*.

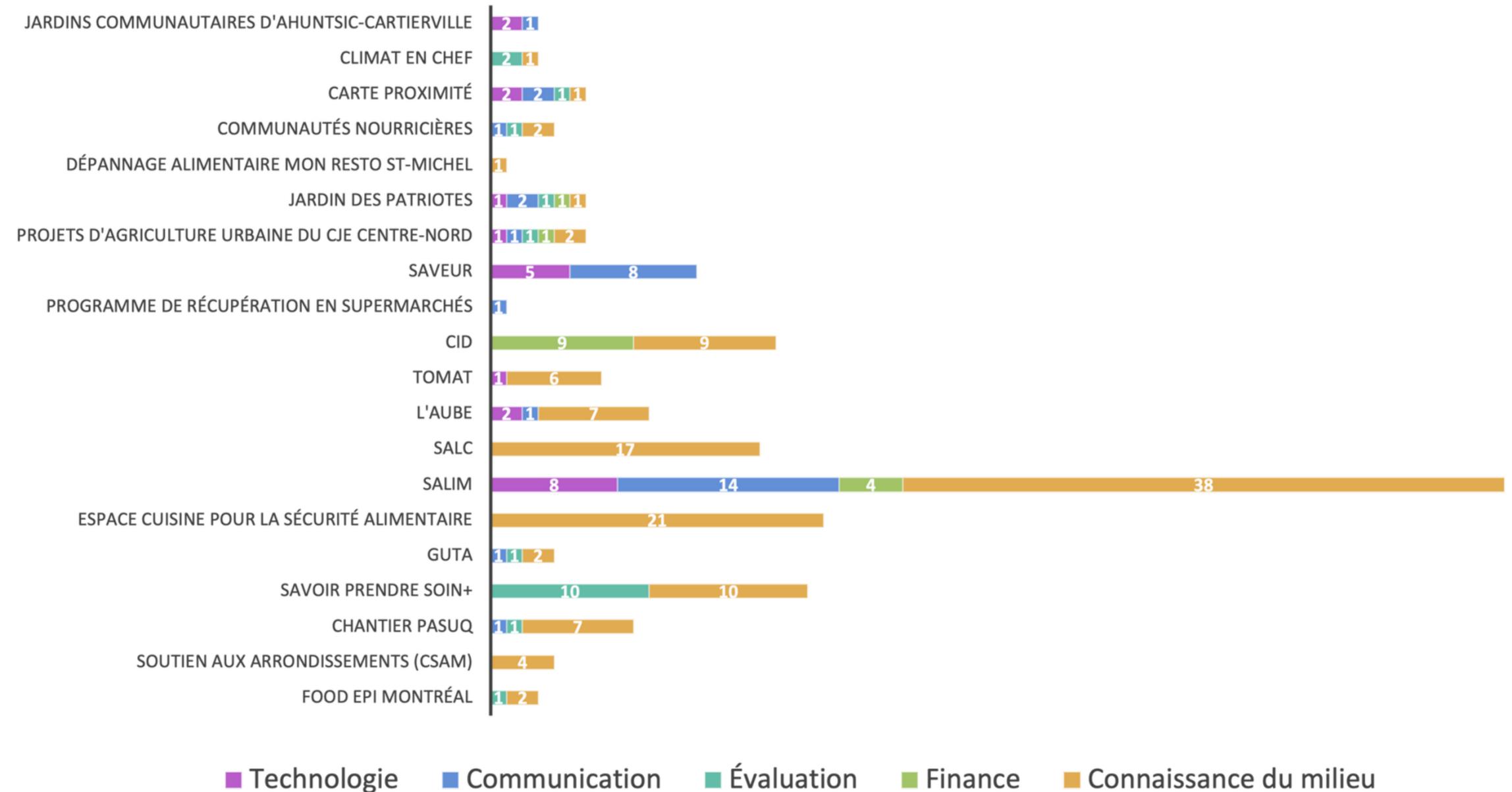
*Calcul basé sur les données de 19 projets

Dans un même projet, les relations avec les partenaires reposent sur différents **types de liens**. En moyenne* :

- **50 %** des relations d'un projet sont basées sur la **communication**;
- **48 %** sur la **collaboration**;
- **30 %** sur l'**accompagnement offert** (par l'organisation porteuse du projet au partenaire);
- **28 %** sur l'**accompagnement reçu** (du partenaire par l'organisation porteuse du projet);
- **17 %** sur le **soutien financier**;
- **13 %** sur le **soutien politique**.

*Calcul basé sur les données de 20 projets

Nombre de partenaires ayant comblé des besoins en expertise dans 20 projets



Deux projets (Food-EPI Montréal et le Chantier PASUQ) ont aussi mentionné que des partenaires ont comblé des besoins en expertise par leurs connaissances spécifiques sur des sujets spécifiques (méthode de recherche, processus de prise de décisions politiques, pédagogie de littératie alimentaire, etc.).

La **collaboration** fait référence à un réel arrimage des actions à mettre en oeuvre pour le déploiement d'une initiative.

5 porteurs ou porteuses de projets sur 11 disent être pleinement satisfaits à l'égard de la **collaboration avec leurs partenaires.**



Les points positifs qui ressortent sont la motivation, la bonne volonté, l'amélioration continue et l'intercompréhension.



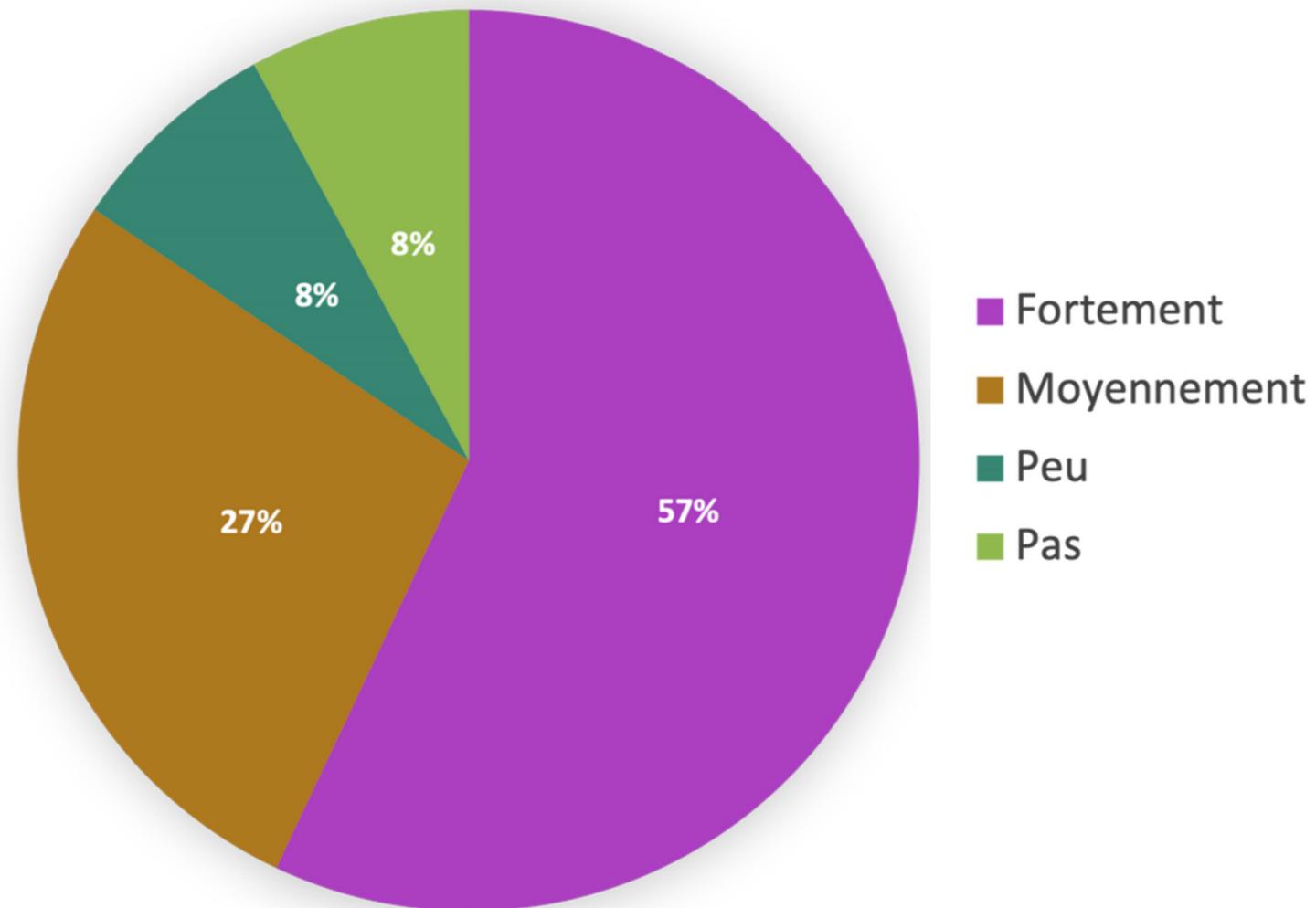
Chacun a joué son rôle de manière satisfaisante, que ce soit pour la préparation des contenus, les communications et suivis, ou la participation lors des rencontres.



6 porteurs ou porteuses de projets sur 11 ont dit être satisfaits à l'égard de la collaboration avec leurs partenaires, mais ont soulevé des enjeux qui peuvent la rendre plus difficile. Par exemple :

- Des sensibilités et des réticences au début à travailler avec la Ville;
- Le besoin de se rencontrer souvent peut être demandant pour certains et peut empêcher la contribution souhaitée des partenaires;
- La collaboration avec certains types d'acteurs est plus difficile, au niveau opérationnel ou autre (ex. supermarchés, écoles);
- Certaines connaissances reçues d'organisations expertes étaient limitées par rapport aux attentes du contrat et au montant dépensé;
- Des problèmes de communication entre partenaires;
- La lenteur administrative et un manque de moyens pour des améliorations.

Répartition des partenaires de 18 projets selon leur niveau de participation dans les occasions qui leur ont été offertes de s'impliquer



Ce résultat est basé sur la perception des porteurs et porteuses de projets de leurs partenariats.

La concertation et les partenariats comme leviers ou freins au déploiement ou à l'opérationnalisation des projets

- **Les partenariats, la concertation, la collaboration, le maillage et les synergies avec les partenaires ou encore leur volonté, leur soutien et leur sensibilité aux enjeux concernés**, qui permettent notamment d'enrichir le contenu partagé, de faciliter l'opérationnalisation des projets, d'améliorer la bonne compréhension des projets par les parties prenantes et les publics cibles, d'apporter un nouveau regard aux projets et de contribuer au transfert de connaissances (Soutien aux arrondissements pour favoriser l'accès à une saine alimentation, Chantier PASUQ, Pôle logistique alimentaire de Rosemont, Bac alimentaire, SALC, Tomat, Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, Carte Proximité, Climat en chef, Marché solidaire d'Innovation assistance, PPNE, SAVEUR et PRS).
- **Le manque de mobilisation des partenaires, leur désengagement, leur lenteur de rétroaction et d'action, leur manque de compétences et des enjeux de communications entre partenaires** (Chantier PASUQ, GUTA, SALC, Tomat, Climat en chef, PPNE et les jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville).
- **La réticence de certains partenaires de participer à un projet de plaidoyer** (Chantier PASUQ).

Des partenariats de qualité,
diversifiés, pérennes et
mobilisateurs

&

Une gouvernance plus
inclusive et transparente

Les **parties prenantes** sont toutes les entités ayant un intérêt, de près ou de loin, dans le projet (organismes, individus, représentant·e·s municipaux, etc.). Les parties prenantes représentent un cercle plus large de personnes et de groupes, et incluent les partenaires et les bénéficiaires (ou usagers et usagères).

Types de parties prenantes au sein des espaces de dialogue

L'**espace de dialogue** comprend toutes les occasions physiques ou virtuelles permettant aux parties prenantes de discuter (ex. Slack de communauté, comité de suivi ou aviseur, communauté de pratique, etc.).

Les types de parties prenantes représentées dans les espaces de dialogue sont, en ordre d'importance*:

1. Les organismes (présents dans le cas de 95 % des projets)
2. Les institutions (80 %)
3. Les bailleurs de fonds (75 %)
4. Les milieux municipal et de la production alimentaire (à égalité à 40 %)
5. Les citoyens et citoyennes (35 %)
6. Les entreprises privées (10 %)



Nouvelles pratiques associées à la gouvernance et aux partenariats que le projet a permis d'adopter :

- De nouvelles relations ou de nouveaux partenariats entre divers acteurs (Soutien aux arrondissements pour favoriser l'accès à une saine alimentation; Bac alimentaire; SALC)
- Développement d'une gouvernance plus inclusive pour les services alimentaires (Savoir prendre soin+)
- Regroupement des plusieurs programmes de coupons nourriciers à travers le Canada au sein d'un même outil numérique sous une gouvernance partagée (Tomat)
- Nouvelle gouvernance du système alimentaire à l'échelle d'un quartier (SAVEUR)
- Déploiement d'un comité EDI (Carte Proximité)

*Calcul basé sur les données de 20 projets

Une gouvernance plus inclusive et transparente



La **gouvernance** fait ici référence au cadre et aux processus qui guident la gestion du projet.

Contribution des parties prenantes à la prise de décision dans 13 projets

Dans la figure ci-dessous, plus le cercle est grand, plus nombreuses sont les parties prenantes concernées.



En moyenne, 11 projets ont offert **11** occasions aux parties prenantes de participer à la prise de décision annuellement.

Présence d'une démarche d'évaluation des besoins des publics cibles et moyens adoptés pour la réaliser dans 15 projets :



- **Questionnaires ou sondages** (Savoir prendre soin+, Pôle logistique alimentaire de Rosemont, SALIM, SAVEUR, dépannage alimentaire de Mon Resto Saint-Michel, Communautés nourricières, Carte Proximité et les jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville).



- **Entrevues, rencontres individuelles, consultations et/ou groupes de discussion** (Savoir prendre soin+, Champ d'investissement pour demain (CID), GUTA, les projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, SALIM, dépannage alimentaire Mon Resto Saint-Michel et Communautés nourricières).



- **Échanges directs informels avec les publics cibles** (GUTA, Pôle logistique alimentaire de Rosemont, Tomat et les jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville).

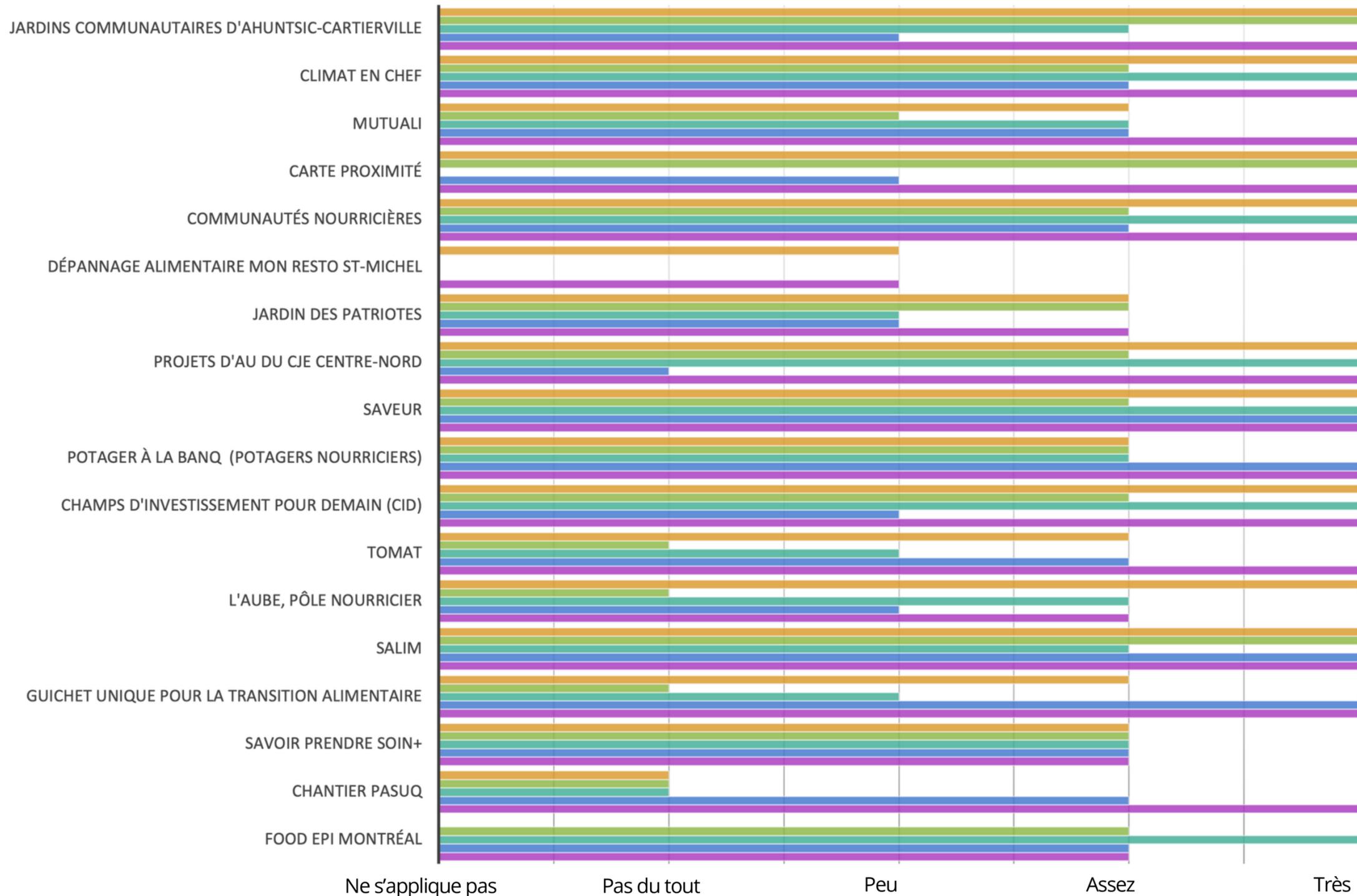
- **Recherches documentaires** (GUTA, Jardin des Patriotes et CID).

- **Études de faisabilité incluant une évaluation des besoins des publics cibles** (SALIM, L'aube, Tomat).

- **Commande d'une étude de l'INRS** (Chantier PASUQ).

Pas de données pour l'indicateur « Changements apportés au projet à la suite de consultations des parties prenantes »

Types d'informations transmises aux parties prenantes de 18 projets selon la probabilité que les porteurs et porteuses de projets les partagent



- Rapports annuels ou d'étape
- Compte rendus de réunions
- Apprentissages organisationnels et retours d'expériences
- Documentation externe
- Nouvelles du projet

ADS+ signifie « **analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle** ». Cette approche vise la prise en compte, lors de la mise en place d'initiatives ou de projets, des différentes réalités et des discriminations potentielles pouvant affecter différents groupes de personnes.

EDI signifie « **équité, diversité et inclusion** ». Cette approche vise l'intégration de ces valeurs.

Sur 25 projets
répondants :

44%

n'ont pas inclus
de critères ADS+
ou EDI à leur
gouvernance

56%

ont intégré des
critères ADS+
ou EDI à leur
gouvernance

- **Actions d'inclusion des personnes issues de la diversité culturelle et de genre et des personnes vulnérables par la prise en compte de leurs besoins et de leurs préférences alimentaires.** Exemples: représentation de minorités visibles dans les communications médiatiques, offre alimentaire culturellement appropriée, aménagements adaptés, traduction de documents d'informations en plusieurs langues, écriture inclusive (Campagne de sensibilisation sur la santé planétaire, GUTA, Jardin des Patriotes, Cultures solidaires, Pôle logistique alimentaire de Rosemont, SAVEUR, les projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord et Carte Proximité).
- Prise en compte des critères ADS+ et EDI dans les **démarches d'évaluation et de consultation** auprès des publics cibles ou des parties prenantes et dans la **définition des publics cibles** (Food-EPI Montréal, Savoir prendre soin+, Pôle logistique alimentaire de Rosemont et GUTA).
- Critères EDI et ADS+ dans **les embauches de personnel** (Climat en chef, Carte proximité et Saveur).
- Création de **comités EDI** (SALIM et Carte Proximité) et attente d'une évaluation externe ADS+ et EDI (programme des jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville).

Freins et leviers au déploiement ou à l'opérationnalisation des projets

Ces derniers ont été classés dans 8 thèmes (dont celui des partenariats présenté plus haut).

FACTEURS ORGANISATIONNELS

- **Le manque de temps ou le besoin d'investissement en temps important** (SAVEUR, SPS+, PPNE)
- **La bonne ambiance de travail** (SPS+)
- **L'agilité dans la gestion du projet** (Tomat)
- **Le changement de porteur de projet pour faciliter l'opérationnalisation du projet et surtout son déploiement** (Mutuali)
- **La diversification des opérations** (Pôle logistique alimentaire de Rosemont)

CONTEXTE

- **Le contexte de forte inflation, qui a affecté la capacité des projets d'agir sur la transition alimentaire et de répondre aux besoins des usagers** (GUTA, SALC, Carte Proximité)
- **Des travaux d'envergure prévus sur le site du projet limitant l'expansion du potager** (Projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord)
- **La fermeture de commerces participants au projet** (Carte Proximité)

NUMÉRIQUE

- **Les limitations associées à une application ou une plateforme Web** (Tomat, PPNE)
- **La complexité du volet de la gouvernance des données** (Tomat)
- **L'utilisation d'applications ou de plateformes numériques développées pour le projet** (PPNE, Écoles enracinées)

FINANCEMENT ET COÛTS

- **Des enjeux de financement, comme le manque de financement à long terme qui met en jeu la pérennité des projets et l'absence de programmes de financement adaptés aux réalités des projets ou à la nécessité d'une transition écologique des systèmes alimentaires** (Chantier PASUQ, SALC, Tomat, SAVEUR, Projets d'AU du CJE Centre-Nord, Carte proximité, Climat en chef, PPNE, Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville)
- **Le manque d'incitatifs financiers pour les partenaires participants** (PPNE)
- **Les coûts d'opérationnalisation** (Bac alimentaire, Programme de récupération en supermarchés)
- **Le manque de prévisibilité et de coordination entre les bailleurs de fonds** (Climat en chef)
- **Un soutien financier adéquat permettant, par exemple, l'embauche de ressources humaines, des activités supplémentaires ou la réalisation du projet** (Chantier PASUQ, PPNE, Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville, Climat en chef)
- **Un modèle d'affaire incluant l'autofinancement grâce à d'autres services offerts par l'organisme porteur** (Bac Alimentaire)

RESSOURCES HUMAINES ET EXPERTISES

- **Le roulement de personnel, le manque de main-d'oeuvre ou l'absence de chargé·e de projet** (Programme de récupération en supermarchés, SAVEUR, Mutuali, PPNE)
- **La relative absence d'expertises pointues pour délivrer des accompagnements/créer des outils en début d'année** (GUTA)
- **L'expertise ou l'expérience de l'organisation porteuse de projet, sa bonne connaissance du milieu** (Marché solidaire d'Innovation Assistance, Pôle logistique alimentaire de Rosemont, Carte Proximité, Écoles enracinées, Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville)
- **L'implication de plus de 60 bénévoles** (Pôle logistique alimentaire de Rosemont)
- **Les efforts des ressources humaines** (Tomat)

PARTIES PRENANTES

- **Le manque de connaissance des projets, des organisations porteuses ou des enjeux concernés par les publics cibles (comme la population et les institutions)** (Soutien aux arrondissements pour favoriser l'accès à une saine alimentation, Écoles enracinées)
- **La capacité et la volonté des publics cibles à recevoir et à utiliser les ressources et initiatives développées, ainsi que leur perception négative des pratiques durables/écologiques (contraires à l'intérêt économique des commerces)** (GUTA)
- **Le soutien du public, son enthousiasme, sa confiance et son intérêt à l'égard des projets ou des enjeux concernés** (Chantier PASUQ, Tomat, les projets d'agriculture urbaine du CJE Centre-Nord, Climat en chef, Marché solidaire d'Innovation assistance, Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville)
- **L'implication des parties prenantes dans les projets** (Savoir prendre soin+, Potager à la BAnQ, SAVEUR, Climat en chef, Soutien aux arrondissements pour favoriser l'accès à une saine alimentation)

ESPACE PHYSIQUE ET TERRITOIRE

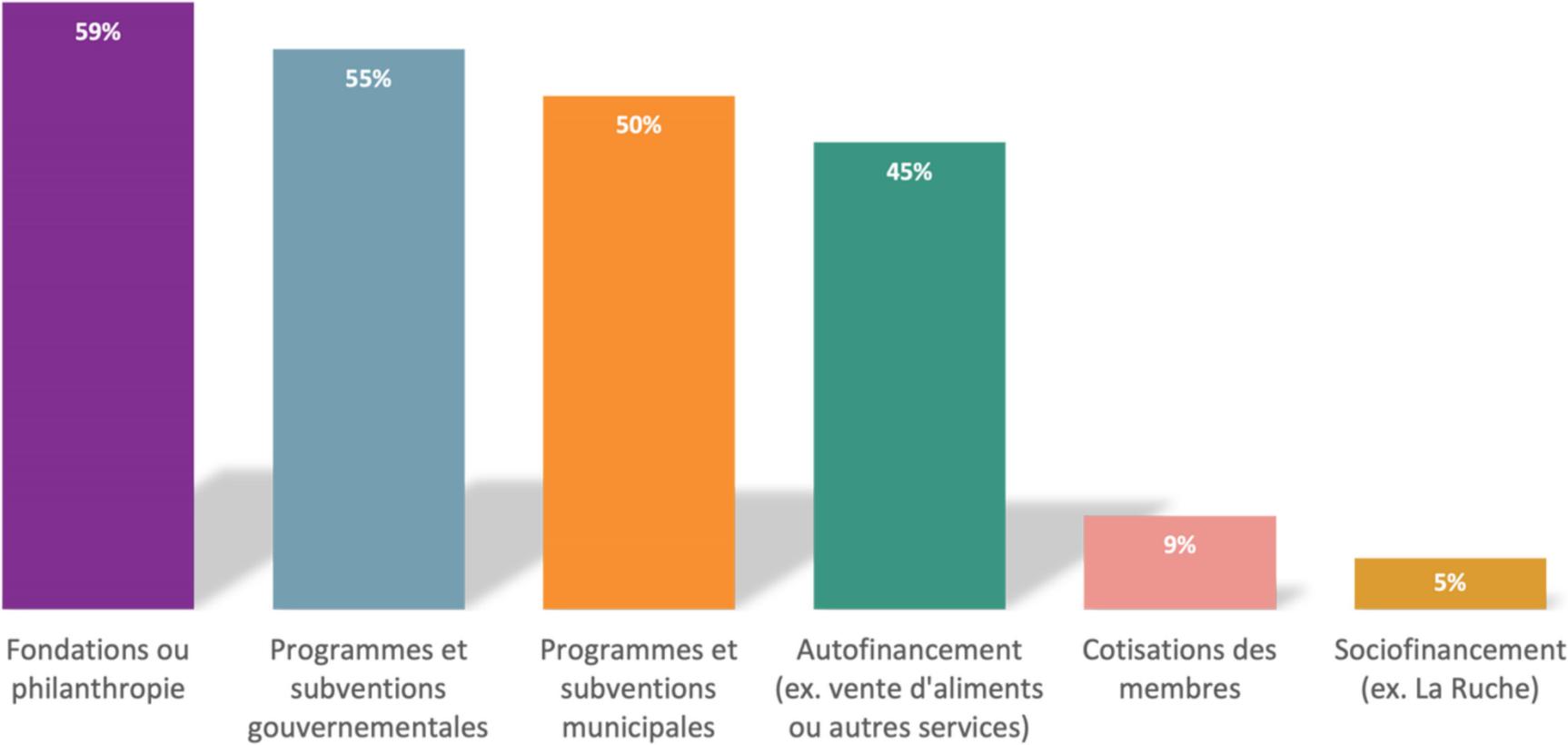
- **Les réalités territoriales différentes** (Chantier PASUQ)
- **L'éloignement des fermes participantes (ex: Charlevoix, Bas Saint-Laurent, etc.)** (Écoles enracinées)
- **Le fait que l'organisation porteuse soit la seule initiative en sécurité alimentaire dans le quartier, ce qui provoque une sursollicitation de l'organisme** (Marché Solidaire d'Innovation Assistance)
- **La compétition pour l'espace cultivable en ville** (Jardins communautaires d'Ahuntsic-Cartierville)

APPROVISIONNEMENT ET LOGISTIQUE

- **Des enjeux comme le manque de denrées pour bien répondre aux besoins des usagers et usagères, un système d'approvisionnement imparfait ou des volumes de commandes insuffisants pour intéresser les fournisseurs** (Bac alimentaire, SALC, Marché solidaire d'Innovation Assistance)
- **La qualité des produits qui nécessite un travail de tri** (Programme de récupération en supermarchés)
- **La relocalisation des opérations, la recherche d'un local et la capacité limitée d'entreposage d'aliments frais** (Pôle logistique alimentaire de Rosemont)
- **La réticence des organismes à communiquer leurs prévisions en approvisionnement** (SALC)

Données financières

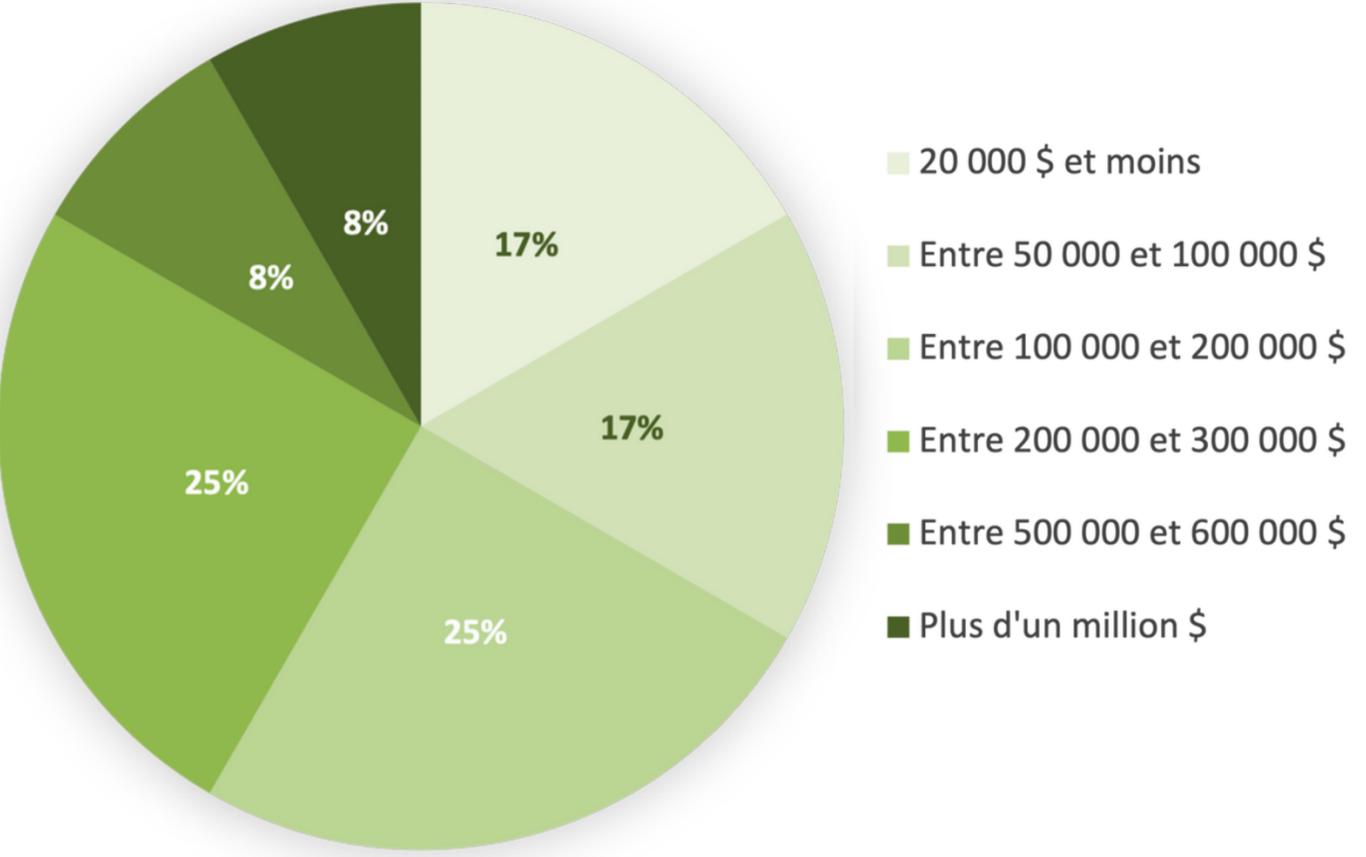
Sources de financement de 22 projets



Les pourcentages représentent la proportion de projets ayant reçu chaque type de source de financement.
Un même projet a pu avoir plusieurs sources de financement.
La moyenne pour ces 22 projets a été de 2,2 sources de financement.

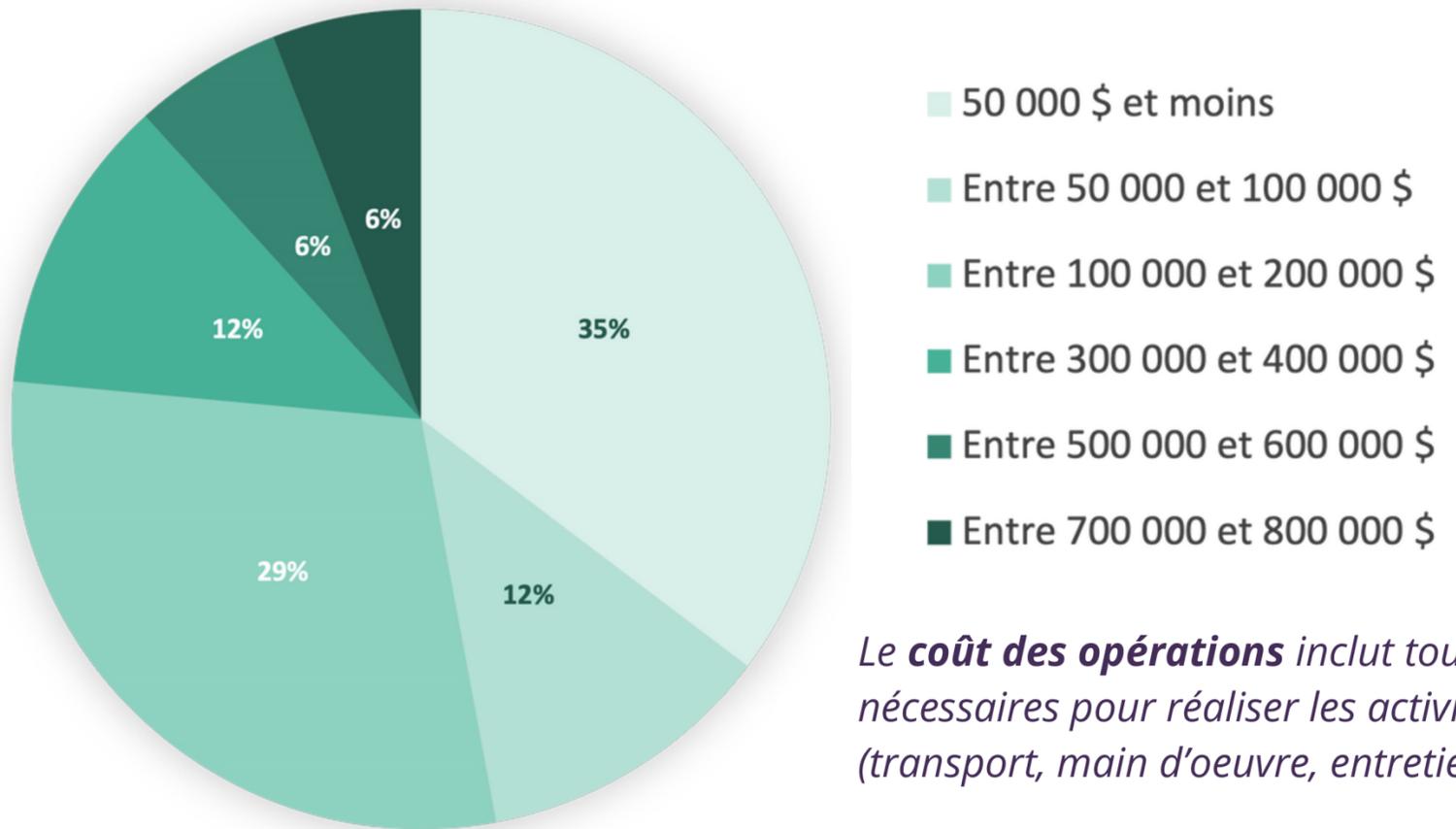
245 660 \$
Montant moyen* reçu annuellement en subvention par projet
*Calcul basé sur les données de 12 projets

Répartition de 12 projets selon le montant reçu en subvention annuellement



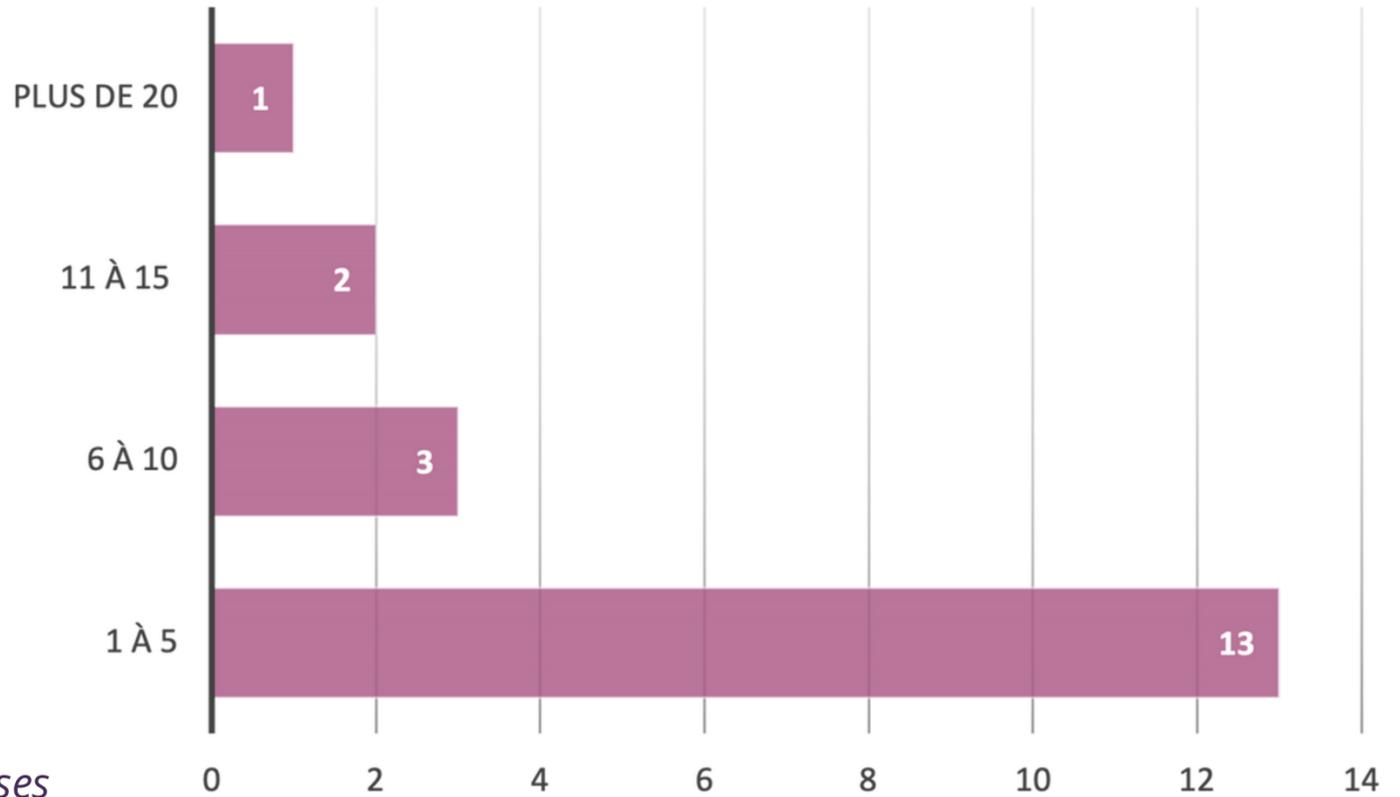
Données opérationnelles

Répartition de 17 projets selon le coût annuel total des opérations



Le **coût des opérations** inclut toutes les dépenses nécessaires pour réaliser les activités du projet (transport, main d'oeuvre, entretien, etc.).

Répartition de 19 projets selon le nombre d'employé·e·s qui y ont travaillé



179 027 \$

**Coût opérationnel moyen*
annuel par projet**

*Calcul basé sur les données de 17 projets

12 766 h

**Moyenne* du nombre d'heures requis
annuellement pour les opérations**

*Calcul basé sur les données de 15 projets

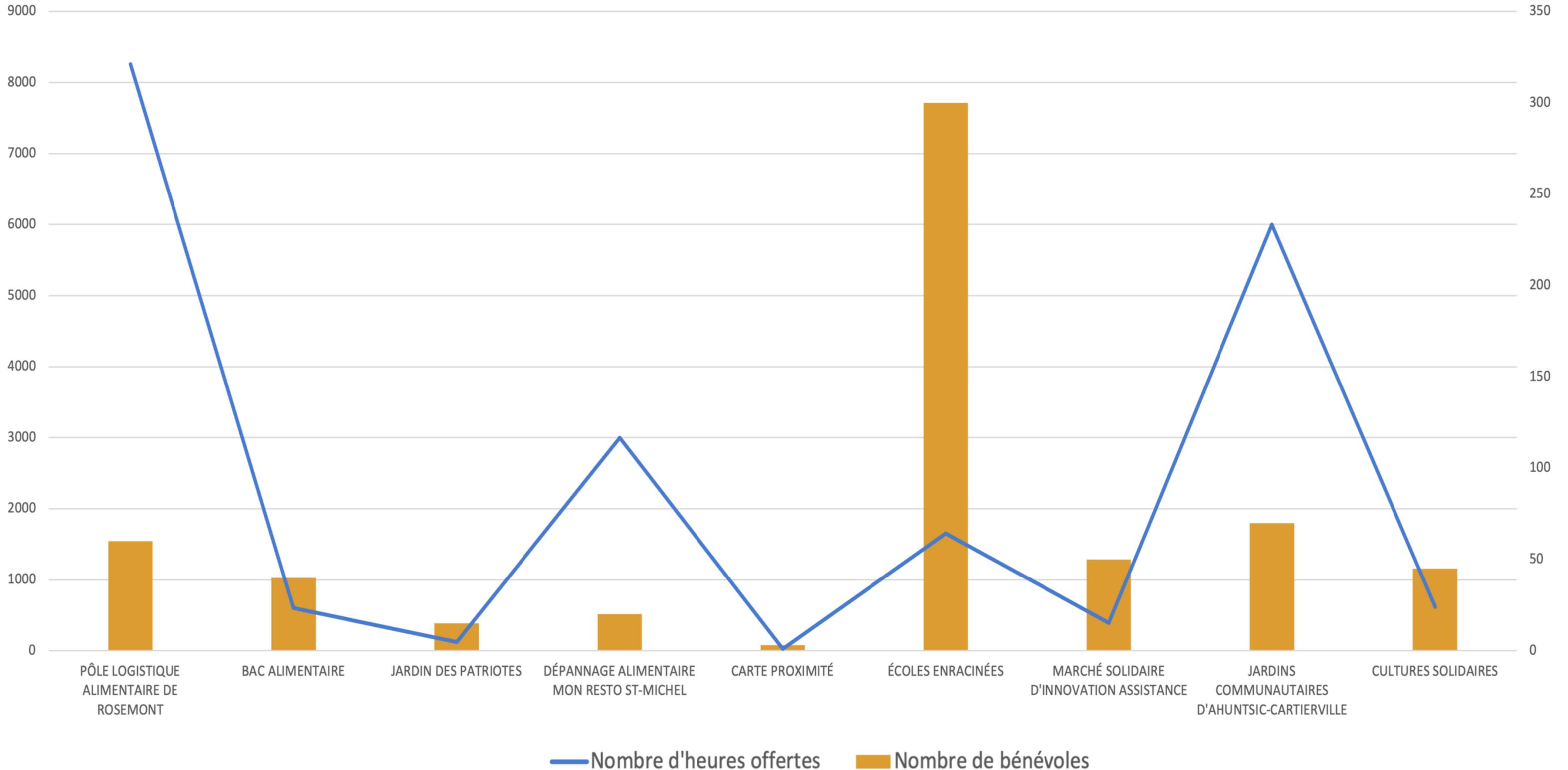
2 718 h

**Médiane* du nombre d'heures requis
annuellement pour les opérations**

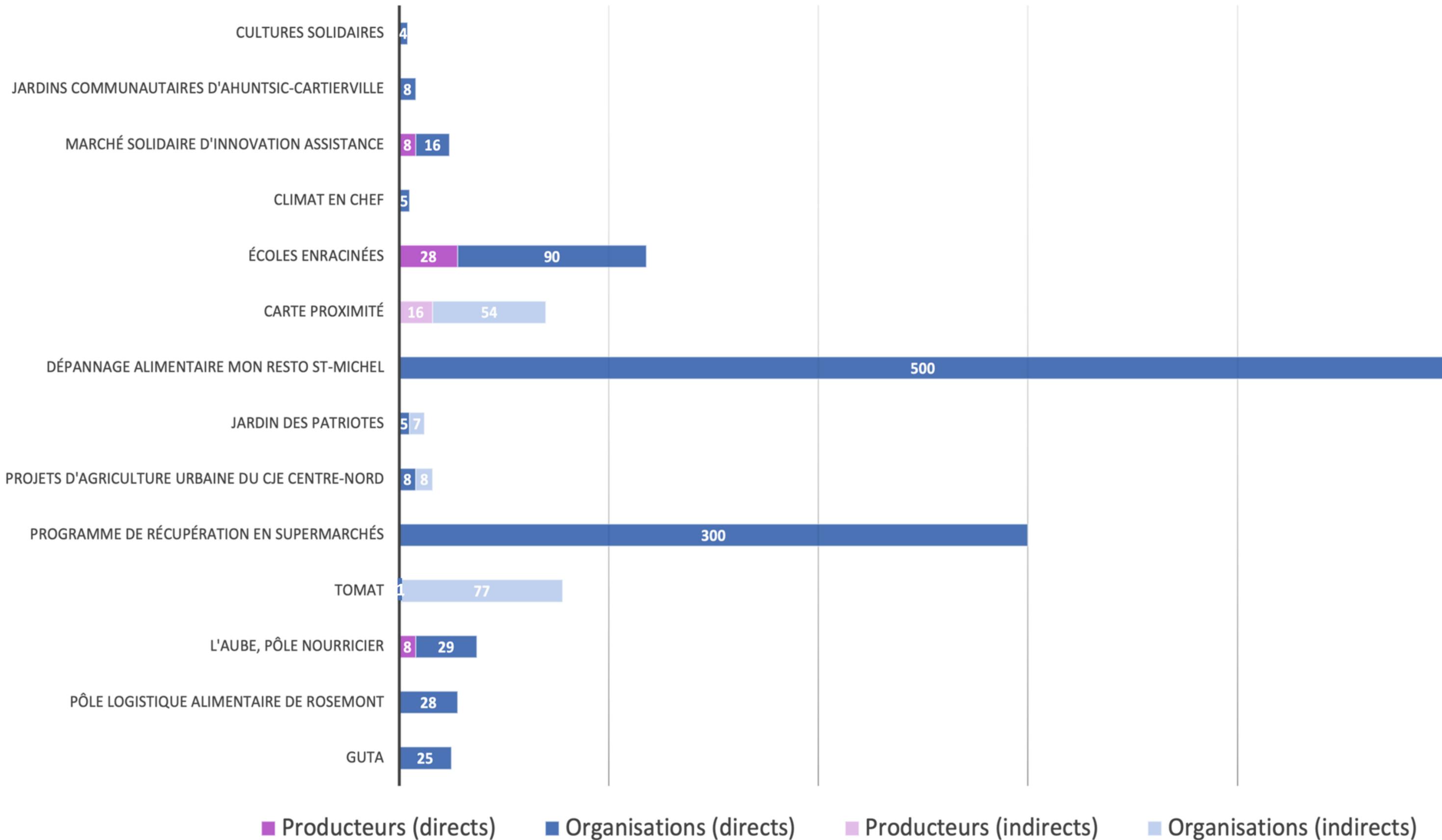
Nombre de bénévoles et d'heures travaillées bénévolement sur 9 projets

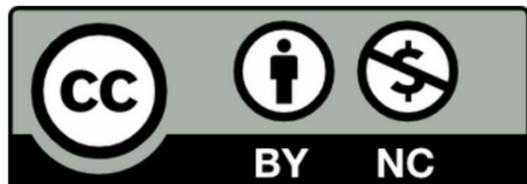
Heures

Bénévoles



Nombre d'organisations et de producteurs bénéficiant directement ou indirectement de 14 projets





© 2024

Évaluation en commun est sous licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale 4.0 International (CC BY-NC 4.0).

Les données présentées dans ce tableau de bord peuvent être partagées, à condition qu'Évaluation en commun soit créditée et qu'aucune utilisation commerciale ne soit faite des données.

Analyse des données : Éliane Brisebois, Laurence-Emmanuelle Roch

Graphisme et mise en page : Éliane Brisebois

Révision : Anne Marie Aubert, Erika Salem, Rachel Cheng, René Audet

Soutien graphique (Excel) : Jean-Daniel Daigle

Les icônes suivantes (en ordre d'apparition) sont tirées de The Noun Project et attribuées à :

Services à la communauté : bsd studio

Véhicule : sentya irma

Cuisine : Jeevan Kumar

Espace d'entreposage : Andi Nur Abdillah

Outil informatique : pongsakorn

Ressources humaines : ProSymbols

Temps: Kholila wale

Administration : Mael Le

Approvisionnement (légumes) : Mira iconic

Vélo cargo : Adrien Coquet

Voiture : Adrien Coquet

Recyclage/revalorisation du plastique : Rabbit Jes

Dialogue : Naba A'la

Sondage: kholifah

Groupe «focus» : Anton Kalasshnyk

Recherche: ratacon studio



CHAIRE

**de recherche
sur la transition
écologique**

ESG UQÀM

